

# JOURNAL OFFICIEL

## DES

### ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 68.  
N° 8.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 15  
NO EPERERA 1919.

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS
UN AN SIX MOIS 3 MOIS	Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.	Annonces judiciaires : la ligne ..... 0 50
Etablissements français de l'Océanie. 10 fr. 5 fr. 3 fr.	PRIX DU NUMÉRO : 25 CENTIMES.	Les mêmes, renouvelées : la ligne... 0 25
France, Colonies et Union postale... 20 fr. 11 fr. 6 50	Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.	Annonces commerciales et avis divers : la ligne... 0 40
		Les mêmes, renouvelés : la ligne... 0 20

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

1919		Pages
	ACTES DE L'AUTORITÉ MÉTROPOLITAINE	
15 avril.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 10 février 1919, rendant applicable aux colonies françaises la loi du 5 juillet 1912, tendant à éteindre l'action publique contre les auteurs de délits ou de contraventions, qui se sont distingués aux armées par leurs actions d'éclat.....	116
	ACTES DE L'AUTORITÉ LOCALE	
5 avril.....	Arrêté approuvant les statuts d'un syndicat agricole créé entre divers propriétaires du district de Niuva, île Tahaa (Iles-Sous-le-Vent).....	117
5 avril.....	Arrêté approuvant les statuts d'un syndicat agricole créé entre divers propriétaires des districts de Bora-Bora (Iles-Sous-le-Vent).....	118
7 avril.....	Décision déléguant des crédits supplémentaires au Chef du Service des Travaux publics, pour le mois d'avril 1919.....	119
7 avril.....	Décision déléguant divers crédits au Chef du Service des Travaux publics, pour le mois d'avril 1919.....	120
8 avril.....	Arrêté accordant à la Compagnie Navale de l'Océanie un délai de six mois, à compter du 21 mars 1919, pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Tepoto (Tuamotu).....	120
8 avril.....	Arrêté complétant par un article 16 le titre "Dispositions transitoires" de l'arrêté du 1 <sup>er</sup> octobre 1918, portant réorganisation du cadre du corps des Interprètes pour la langue tahitienne.....	120
8 avril.....	Arrêté accordant à la Compagnie Navale de l'Océanie un délai de six mois, à compter du 21 mars 1919, pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Napuka (Tuamotu).....	121
8 mars.....	Arrêté augmentant de trois mois le délai de quatre mois qui avait été accordé à la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie par arrêté du 21 novembre 1918, pour compter du 9 du dit, pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Matahiva (Tuamotu).....	121
8 avril.....	Arrêté augmentant de trois mois le délai de quatre mois qui avait été accordé à la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie par arrêté du 21 novembre 1918, pour compter du 9 du dit, pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Niau (Tuamotu).....	121
8 avril.....	Arrêté accordant à la Compagnie Navale de l'Océanie un délai de six mois, à compter du 10 mars 1919, pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Puka-Puka (Tuamotu).....	122
8 avril.....	Arrêté accordant à M. W. J. Williams un délai de quatre mois, à compter du 18 mars 1919, pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans le district d'Atuana, île Hiva-Oa (Marquises).....	122
8 avril.....	Arrêté concernant la tenue de divers plans et registres, par les concessionnaires de mines.....	122
8 avril.....	Arrêté rendant exécutoires divers rôles supplémentaires et principaux, pour les années 1917, 1918 et 1919, des diverses perceptions ci-après désignées.....	124
8 avril.....	Arrêté rendant exécutoires les rôles principaux de la taxe sur les chiens des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea, pour l'année 1919.....	126
8 avril.....	Arrêté rendant exécutoire le rôle principal de la taxe sur les chiens de la Commune de Papeete, pour l'année 1919.....	126
8 avril.....	Arrêté accordant à la Caisse Agricole une avance de 30.000 francs, à titre remboursable.....	127
8 avril.....	Arrêté rapportant les dispositions de l'arrêté du 20 février 1915, portant classification du personnel indigène du cadre de l'Enseignement.....	127
8 avril.....	Arrêté modifiant certaines dispositions de l'arrêté du 1 <sup>er</sup> août 1914, réorganisant l'Instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie.....	127
12 avril.....	Arrêté accordant à M. Henri Colette la concession du lagon de l'île Tuanahe (Tuamotu).....	128
12 avril.....	Arrêté accordant à M. Jacques Veyriras la concession du lagon de l'île Tepoto (Tuamotu).....	128
12 avril.....	Arrêté accordant à M. N. Tuhiha la concession du lagon de l'île Ravahere (Tuamotu).....	129
14 avril.....	Arrêté modifiant l'article 5 de l'arrêté du 21 avril 1914, créant dans les Etablissements français de l'Océanie un corps de Commis auxiliaires.....	130
	Nominations, mutations, mouvements, etc.....	130
	Lettre de félicitations adressée à M. R. Chazal, Secrétaire Général p. i.	131

## AVIS OFFICIELS

Service municipal. — Avis au sujet de la révision de la liste électorale.	131
Curatelle aux biens vacants. — Avis.....	131

## PARTIE NON OFFICIELLE

## NOUVELLES ET INFORMATIONS

Divers.....	132
Œuvre du Soldat tahitien. — Relevé des secours répartis par l'intermédiaire de l'Association d'ambulance et d'assistance coloniales, jusqu'au 3 octobre 1918.....	132

## STATISTIQUES

Mouvements du Port de Papeete en mars 1919.....	133
Situation financière de la Caisse Agricole au 1 <sup>er</sup> avril 1919.....	133
Situation financière de la Banque de l'Indo-Chine au 31 mars 1919...	34
Observations météorologiques de l'Hôpital civil de Papeete, du mois de février 1919.....	137
Annonces judiciaires.....	134
— commerciales et avis divers.....	135

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DE L'AUTORITÉ MÉTROPOLITAINE

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 10 février 1919.

(Du 15 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mars 1906, concernant la promulgation dans les colonies des actes législatifs ou réglementaires;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans la Colonie le décret du 10 février 1919, rendant applicable aux colonies la loi du 5 juillet 1918, tendant à éteindre l'action publique contre les auteurs de délits ou de contraventions, qui se sont distingués par leurs actions d'éclat.

Art. 2. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec les textes promulgués, publié au *Journal officiel* de la Colonie et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 15 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire

H. SIMONEAU.

## RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 10 février 1919.

Monsieur le Président.

Une loi du 5 juillet 1918 a prévu l'extinction de l'action publique contre les auteurs de délits ou contraventions qui se sont

distingués aux armées par leurs actions d'éclat et ont obtenu, postérieurement à l'infraction, la croix de la Légion d'honneur, la Médaille militaire ou la Croix de guerre.

Ce texte s'inspire du même sentiment qui a présidé à l'élaboration des lois des 4 avril 1915, 5 août 1916 et 22 décembre 1917, toutes trois appliquées dans nos colonies et qui ont pour objet de faciliter la réhabilitation des condamnés ayant été l'objet aux armées d'une citation.

Il semble équitable et logique d'étendre également la loi du 5 juillet 1918 aux Français et aux indigènes de nos possessions d'outre-mer qui ont pris part à la guerre et s'y sont distingués.

Tel est l'objet du présent décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,

HENRY SIMON.

DÉCRET rendant applicable aux colonies françaises la loi du 5 juillet 1918, tendant à éteindre l'action publique contre les auteurs de délits ou de contraventions, qui se sont distingués aux armées par leurs actions d'éclat.

(Du 10 février 1919.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Garde des sceaux, Ministre de la justice;

Vu la loi du 5 juillet 1918, tendant à éteindre l'action publique contre les auteurs de délits ou de contraventions qui se sont distingués aux armées par leurs actions d'éclat;

Vu les articles 6 et 8 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La loi du 5 juillet 1918, tendant à éteindre l'action publique contre les auteurs de délits ou de contraventions, qui se sont distingués aux armées par leurs actions d'éclat, est applicable aux colonies françaises et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc.

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le Garde des sceaux, Ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 février 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

HENRY SIMON.

Le Garde des sceaux,  
Ministre de la justice,

LOUIS NAIL.

LOI tendant à éteindre l'action publique contre les auteurs de délits ou de contraventions, qui se sont distingués aux armées par leurs actions d'éclat.

(Du 5 juillet 1918.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE la loi dont la teneur suit:

Article unique. — En matière de contraventions et de délits commis avant la promulgation de la présente loi et n'entraînant

pas de peine supérieure à deux ans d'emprisonnement, l'action publique sera éteinte de plein droit à l'égard des auteurs, co-auteurs ou complices qui, n'ayant jamais subi de condamnation à la prison pour crime ou délit de droit commun, auront reçu, pour action de guerre, postérieurement à l'infraction, la Croix de la Légion d'honneur, la Médaille militaire ou la Croix de guerre.

Si la peine encourue est supérieure à deux ans d'emprisonnement ou s'il y a eu condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun, la chambre des mises en accusation de la cour d'appel du lieu de l'infraction pourra, à la requête des intéressés, déclarer l'action publique éteinte.

La chambre des mises en accusation statuera comme en matière de réhabilitation et dans un délai de trois mois.

L'action civile, pour la réparation du dommage causé par le délit ou la contravention, restera réservée devant la juridiction civile.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 5 juillet 1918.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Garde des sceaux,  
Ministre de la justice,  
LOUIS NAIL.*

## ACTES DE L'AUTORITÉ LOCALE

*ARRÊTÉ approuvant les statuts d'un syndicat agricole créé entre divers propriétaires du district de Niua, île Tahaa (Iles-Sous-le-Vent).*

(Du 5 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la lettre n° 32, du 24 mars 1919, de l'Administrateur des Iles-Sous-le-Vent, transmettant la requête en date du 7 août 1918, du Chef de district de Niua, appuyée par la signature de 30 propriétaires adhérents au même projet, tendant à la constitution d'un syndicat agricole destiné à la défense des intérêts communs et au relèvement du cours des produits par une meilleure récolte et une plus rationnelle préparation des produits et du coprah notamment;

Vu les avis favorables émis par M. le Procureur de la République et M. le Président de la Chambre d'Agriculture;

Vu les instructions ministérielles en date du 4 juin 1917, prescrivant l'étude et l'application des mesures propres à intensifier les productions du sol en vue d'obtenir un meilleur rendement de la terre,

### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les statuts du "Syndicat agricole" du district de Niua, île Tahaa (Archipel des Iles-Sous-le-Vent), annexés au présent en langue tahitienne et traduction française, sont approuvés.

Art. 2. — Un dépôt de ces statuts sera effectué aux archives de la Chefferie de Niua et communication devra en être donnée, sous forme de copie certifiée, au Parquet et au Secrétariat Général, par le Chef du district de Niua.

Art. 3. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service Judiciaire

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

*Le Secrétaire Général p. i., Le Chef du Service Judiciaire,  
R. CHAZAL. H. SIMONEAU.*

### Syndicat agricole de Niua (Tahaa).

Nous, soussignés, propriétaires de cocoteraies dans le district de Niua (Tahaa),

Ayant constaté le mauvais rendement de nos plantations, tant à cause des nombreux vols de cocos que par suite de la vente ou du séchage des noix avant maturité, donnant ainsi un coprah de qualité inférieure, vendu à des prix insuffisants;

Avons décidé la constitution, dans les conditions ci-après, d'une association ayant pour but de protéger nos récoltes jusqu'à leur arrivée à parfaite maturité :

1° Nous convenons donc de laisser mûrir nos cocos, en les soumettant à la surveillance d'un comité nommé par nous, à l'effet de relever la qualité de nos produits.

2° Ce comité aura pour mission d'examiner le degré de maturité des fruits. Il fixera l'époque de leur récolte, soit en vue de la vente, soit en vue de leur transformation en coprah, et indiquera la durée de cette récolte.

3° Les cocos que nous pourrions convertir en coprah ou vendre en noix, à un bon prix, à l'époque fixée par le comité, sont ceux arrivés à l'état de complète maturité ainsi que ceux dits : "omoto", (dans lesquels l'eau a diminué de volume). Quant aux cocos n'ayant pas atteint une maturité suffisante, le comité veillera soigneusement à ce qu'ils soient écartés.

4° A l'époque fixée pour la récolte des cocos mûrs et après examen des produits par le comité, chacun pourra vendre ses fruits ou les transformer en coprah, pour être vendus au mieux des intérêts de chacun.

5° Chaque propriétaire pourra prélever sur sa récolte les cocos nécessaires à son alimentation ou à la confection de médicaments.

6° Nul ne pourra circuler sur la propriété d'autrui ou dans une cocoteraie sans une autorisation expresse, donnée soit par un membre du comité, soit par le propriétaire.

7° Quiconque sera convaincu de vols de cocos ou d'avoir enfreint les dispositions des présents statuts sera cité devant le comité et déferé à la Justice s'il y a lieu.

8° Sont nommés membres du comité, les propriétaires de cocoteraies ci-après :

1<sup>er</sup> groupe. — MM. Tani a Ruahe et Uuru a Tetaira.

2<sup>e</sup> groupe. — MM. Tetuanui a Toa et Haapa a Tenania.

3<sup>e</sup> groupe. — MM. Mahuta a Maru et Taufa a Teeiva.

Les présents statuts sont valables pour une période de cinq années; ils pourront être révisés s'il y a lieu.

Niua (Tahaa), le 7 août 1918.

(Suivent : 30 signatures.)

LU ET APPROUVÉ :

*Le Chef du district de Niua,  
TEHAAMEAMEA A TEIHO.*

*L'agent de police,  
TATIAMAÏ A MATI.*

## Texte tahitien des statuts ci-dessus.

O matou te mau fatu haari no Niua (Tahaa), o tei papai anae i to matou ioa i muri nei :

No te hio raa matou i te ino rahi o ta matou faufaa haari no te tupu pinepine raa te eia e te hoo pi noa raa e te tarai pi noa raa hoi i te haari pi ei puha, e roaa mai ai te ino e te moni ino, no reira ua faatupu matou i te hoe amui raa no te paruru e te haapaari raa i ta matou haari mai tei faataa hia i muri nei :

1° Te faatia papu nei matou i te haapaari i ta matou haari mai te tuu atu matou i taua haapaari raa haari na matou ra i raro ae i te faatere raa a te hoe tomite ta matou i maiti ei faatere i ta matou haari.

2° Na taua mau tomite ra e hiopoa te paari o ta matou haari, na ratou ia e faataa te mahana e rave mai ai matou i ta matou haari paari e hoo e aore e tarai ei puha, e te maoro raa o te tau no to matou rave raa mai a opani faahou atu ai.

3° Te haari e au ia matou ia rave mai e tarai ei puha aore ra e hoo noa i nia i te moni maitai i te taima i faataa hia e te tomite o te haari paari ia mai te opaa e tae noatu i te omoto tei tai maitai te pape, eiaha roa tu te haari pi e ore roa tu ia e faatia hia na te mau tomite ia e faataa e i te reira.

4° Ia tae i te taima e rave mai ai matou i ta matou haari paari e ia oti i te hiopoa hia e te mau tomite, e tia noa ia ia matou ia hoo e ia tarai ei puha a hoo atu ai i nia te moni maitai.

5° E tia noa ia matou ia rave noa mai i ta matou iho haari no te amu e no te raa.

6° E ore roa tu e tia noa e i te hoe taata ia haere noa e na roto i ta te tahi faapu haari e nania i to te tahi fenua, maori ra ia faatia hia e te hoe tomite, aore ra e te fatu fenua.

7° Ia itea noa hia tu te hoe i te rave eia noa raa mai i ta te tahi haari, aore ra ia faahapa noa tu to te hoe no roto i teie nei amui raa i te hoe i te mau vahii opani hia i nia nei, na te mau tomite ia e feruri te parau nona, aore ra, na ratou ia e tuu iana i mua i te aro o te Tiripuna haava raa.

8° Te faatia nei matou i te mau taata fatu haari i faaite hia te ioa i muri nei ei mau tomite ei faatere i ta matou haari :

Pupu 1. — Tani a Ruahe, Uuru a Tetaurira.

Pupu 2. — Tetuanui a Toa, Haapa a Tenania.

Pupu 3. — Mahuta a Maru, Taufaa a Teeeva.

Te maoro raa o te tau no te mana raa teie nei parau, e pae ia matahiti, e tia ia faaapi hia e mai te mea e, te au ra, e vai mana noa ia teie nei parau.

Niua (Tahaa), i te 7 no atete 1918.

(E 30 taata i papai to ratou ioa i raro nei).

UA TAIO HIA, E UA FAATIA HIA :

Te Tavana mataeinaa,

TEHAAMEAMEA A TEIHO.

Te mutoi,

TAATIAMAI A MAITI.

ARRÊTÉ approuvant les statuts d'un syndicat agricole créé entre divers propriétaires des districts de Bora-Bora (Iles-Sous-le-Vent).

(Du 5 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la lettre n° 32, du 24 mars 1919, de l'Administrateur des Iles-Sous-le-Vent, transmettant la requête en date du 1<sup>er</sup> août 1918, du Chef de circonscription de Bora-Bora et des Chefs des districts de Nunue, Tevaitapu et Anau, appuyée par la signature de 171 propriétaires adhérents au même projet, tendant à la constitution d'un syndicat agricole destiné à la défense des intérêts communs et au relèvement du cours des produits par une meilleure récolte et une plus rationnelle préparation des produits et du coprah notamment ;

Vu les avis favorables émis par M. le Procureur de la République et M. le Président de la Chambre d'Agriculture ;

Vu les instructions ministérielles en date du 4 juin 1917, prescrivant l'étude et l'application des mesures propres à intensifier les productions du sol en vue d'obtenir un meilleur rendement de la terre,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les statuts du "Syndicat agricole" de la circonscription de Bora-Bora (Archipel des Iles-Sous-le-Vent), annexés au présent en langue tahitienne et traduction française, sont approuvés.

Art. 2. — Un dépôt de ces statuts sera effectué aux archives des Chefferies de Nunue, Tevaitapu et Anau, et communication devra en être donnée, sous forme de copie certifiée, au Parquet et au Secrétariat Général, par les Chefs de ces trois districts et le Chef de la circonscription.

Art. 3. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service Judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général p. i., Le Chef du Service Judiciaire,  
R. CHAZAL, H. SIMONEAU.

Syndicat agricole de Borabora.

Ce jour, premier août mil neuf cent dix-huit,

Par devant, nous, Otai a Huioutu, Chef de circonscription de Borabora, les Chefs des deux districts d'Anau et de Tevaitapu et les personnes désignées pour faire partie du comité du syndicat agricole de Borabora,

Se sont réunis les propriétaires de cocoteraies des trois districts de l'île Borabora, Nunue, Anau et Tevaitapu, ci-après dénommés et soussignés, lesquels nous ont soumis, après examen de leur part, une décision qu'ils ont prise et qui est la suivante :

1° Les propriétaires des cocoteraies des trois districts dénommés ci-dessus, consentent à placer sous la direction d'un comité dont le Chef d'arrondissement est le président, et les deux Chefs de district, les vices-présidents, leurs cocoteraies pour une durée de vingt années.

2° Le comité aura pour mission de déterminer les dates d'ouverture et de fermeture des récoltes.

3° Les propriétaires qui se trouveraient absents pendant les jours fixés pour la récolte, ne pourront, au cas où leur retour aurait lieu après la fermeture de la récolte, récolter leurs cocos qu'avec une autorisation du Chef d'arrondissement ou de l'un des deux Chefs de district ou de leurs délégués, pour le cas où ceux-ci seraient absents.

4° Aucun des signataires du présent acte ne pourra circuler sur

a propriété d'autrui ou sur une plantation de cocotiers sans être muni d'une autorisation du Chef d'arrondissement ou de l'un des Chefs de district et avec le consentement du propriétaire.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent article sera passible d'une amende de 10 francs qui sera répartie comme suit : 5 fr. pour celui qui aura constaté l'infraction et 5 fr. pour celui qui sera désigné pour recouvrer l'amende.

Quiconque sera convaincu de vol de produits sur la propriété d'autrui ou dans une cocoteraie autre que la sienne, sera traduit devant le Tribunal.

5° Il est formellement interdit aux membres du syndicat de vendre des cocos pendant la période de fermeture des récoltes; quiconque contreviendra aux présentes dispositions sera passible d'une amende de 30 francs, dont 15 fr. au profit de celui qui aura constaté l'infraction et 15 fr. pour la personne qui sera chargée de recouvrer l'amende.

6° A l'époque de l'ouverture des récoltes, les propriétaires de cocoteraies pourront disposer de leurs produits comme bon leur semblera.

Toutes les pénalités ci-dessus indiquées seront prononcées dans le district de Nunue (Borabora).

7° Sont nommés membres du comité de surveillance, les propriétaires de cocoteraies dénommés ci-après :

Araroa a Tiori, Teharuru a Paitua, Temau a Tetuanuiteraima-teata, Mareura a Aoni, Temauu a Reiatua, Tetuanuimarama a Hutia, Hiro a Hapairai, Tereroa a Maïate, Teihotuiterai a Tehahe, Tufaae a Taumanu, Teraiturituri a Manaore, Maïarii a Teriipaia.

En foi de quoi nous avons rédigé le présent acte que nous avons signé avec les propriétaires de cocoteraies, après lecture.

Fait à Nunue (Borabora), le 1<sup>er</sup> août 1918.

(Suivent : 171 signatures.)

LU ET APPROUVÉ :

OTAI A HUIOUTU, Chef de circonscription.

TUMUVA A TEMARII A PATIARA, Chef de district de Tevaitapu.

REEAPATETAU A HUTU, Chef de district d'Anau.

#### Texte tahitien des statuts ci-dessus.

I teienei mahana i te hoe no atete, hoe tauatini e iva hanere hoe ahuru ma vau.

I mua ia matou, Tavana tuhaa no te fenua ra o Borabora e na Tavana no na mataeinaa e piti Anau e Tevaitapu. e te feia tei maiti hia no teie nei tomite no te mau fatu faaapu no te fenua ra o Borabora.

Ua putuputu mai te mau taata faaapu haari no na mataeinaa e toru no teie nei fenua Borabora, oia hoi o Nunue, Anau e Tevaitapu o tei papai anae hia te ioa i raro nei, mai te hoe parau o te feruri hia e ratou e tei faaoti hia mai teie i muri nei.

1° Te faatia papu roa nei te mau taata faaapu haari no na mataeinaa e toru i faaite hia i nia nei, i te Tavana tuhaa peretiteni, e na Tavana e piti, peretiteni tauturu ei faatere i ta ratou mau faufaa haari, no na matahiti e piti ahuru aore.

2° Na taua tomite e faataa i te mahana no te opani raa e te faaavari raa i taua mau faaapu haari ra.

3° Te mau fatu haari o tei haere i tetahi vahie i te mau mahana i faataa hia no te faaavari raa, ia tae i to ratou hoi raa mai, mai te mea e ua tae i te taima no te opani faahou raa, e ore roa ia e tia ia ratou ia rave i ta ratou mau haari, maori ra ia noa mai

te hoe parau faatia na te Tavana tuhaa e na te hoe o na Tavana e piti, ia taaé ra ratou na to ratou ia mau mono e faatia.

4° E ore roa'tu e tia noa'e i te mau taata tei tuu to ratou ioa i raro i teie nei parau ia haere na nia i to tetahi fenua e aore ra i ta tetahi faaapu haari, maori ra ia faatia hia e te Tavana tuhaa e aore ra na te hoe o na Tavana mataeinaa e te fatu fenua iho.

O te taata tei faahapa i teie nei irava e faautua hia ia hoé ahuru aore farane e faataa hia teienei utua e pae farane na te ite e pae hoi farane na te feia i maiti hia no te titau raa i te utua.

O te taata'toa tei itea hia i te eia raa i te haari i nia i to te tahi e ra fenua e aore ra i roto i to te tahi e ra faaapu e faatae hia ia te reira taata i mua i te aro o te Tiripuna.

5° Eiaha roa'tu te taata tei tuu i tona ioa i raro i tei nei parau e hoo i te haari i te taima e opani hia'i teie nei faufaa, e ia ite noa'tu te hoe taata i tetahi i te hoo raa i te haari ra e faautua hia ia e toru ahuru aore farane (hoé ahuru ma pae farane na te ite, hoé ahuru ma pae farane na te feia i maiti hia). Ia tupu noa'tu te hoe maro raa no taua mau utua i faataa hia i nia nei e afai hia ia i te Tiripuna.

6° Ia tae ra i te taima e faaavari hia'i teienei faufaa haari, e tia noa ia i te mau fatu faaapu ia hoo atu i ta ratou faufaa i te vahi ta ratou i manao.

E rave hia teienei mau faataa raa i faaite hia i nia nei, i roto i te oire i Nunue (Borabora).

7° Ua maitai hia ei mau tomite te mau fatu faaapu i faaite hia te mau ioa i muri nei :

Araroa a Tiori, Teharuru a Paitua, Teniau a Tetuanuiteraima-teata, Maraeura a Aviu, Temauu a Reiatua, Tetuanuimarama a Hutia, Hiro a Hapairai, Tereroa a Maïate, Teihotuiterai a Tehahe, Tufaae a Taumanu, Teraiturituri a Manaore, Maïarii a Teriipaia.

E no reira ua papai anae matou i teienei parau mai te papai anae i to matou mau ioa i raro a'e e te mau fatu faaapu atoa a oti ai teienei parau i te taio hia.

Rave hia i Nunue (Borabora) i te 1<sup>er</sup> no atete 1918.

(E 171 taata i papai to ratou ioa i raro nei).

UA TAIO HIA, E UA FAATIA HIA :

OTAI A HUIOUTU, Tavana tuhaa.

TUMUVA A TEMARII A PATIARA, Tavana no Tevaitapu.

REEAPATETAU A HUTU, Tavana no Anau.

#### DÉCISION déléguant des crédits supplémentaires au Chef du Service des Travaux publics, pour le mois d'avril 1919.

(Du 7 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 24 décembre 1913, relatif à la délégation de crédits au Service des Travaux publics;

Vu la demande de crédits supplémentaires afférents au mois d'avril 1919;

Vu le rapport n° 435, en date du 14 mars 1919, du Chef du Service des Travaux publics;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est délégué à M. le Chef du Service des Tra-

vaux publics, pour le mois d'avril 1919, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de dix-huit mille francs, savoir :

	CHAP. 9 Art. 6 § 1.	CHAP. 10 Art. 6 § 1.	TOTAUX.
Entretien			
Routes.....	8.000	10.000	18.000
Totaux.....	8.000	10.000	18.000

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 7 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général p. i.,

R. CHAZAL.

DÉCISION déléguant divers crédits au Chef du Service des Travaux publics, pour le mois d'avril 1919.

(Du 7 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 24 décembre 1913, relatif à la délégation de crédits au Service des Travaux publics;

Vu la demande de crédits afférents au mois d'avril 1919;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est délégué à M. le Chef du Service des Travaux publics, pour le mois d'avril 1919, des crédits s'élevant à la somme de quarante mille francs, savoir :

	CHAP. 9 Art. 6 § 1	CHAP. 10 Art. 6 § 1	CHAP. 18 Art. 1 § 1	TOTAUX.
Travaux neufs.				
Routes.....	»	»	13.000	13.000
Bâtiments coloniaux.	»	»	2.000	2.000
Grosses réparations.				
Bâtiments coloniaux.	1.400	2.600	»	3.700
Port.....	500	850	»	1.350
Entretien.				
Routes.....	4.800	3.550	»	8.350
Bâtiments coloniaux.	800	3.000	»	3.800
Eau.....	50	100	»	150
Matériel.				
Approvisionnements et animaux.....	1.000	1.500	3.000	5.500
Divers.....	50	2.100	»	2.150
Totaux.....	8.300	13.700	18.000	40.000

Travaux neufs.

Grosses réparations.

Entretien.

Matériel.

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 7 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général p. i.,

R. CHAZAL.

ARRÊTÉ accordant à la Compagnie Navale de l'Océanie un délai de six mois, à compter du 21 mars 1919, pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Tepoto (Tuamotu).

(Du 8 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret minier du 17 octobre 1917, modifié par celui du 23 février 1918, et notamment les articles 20 et 21 du premier de ces actes;

Vu la requête de MM. les Représentants, à Papeete, de la Compagnie Navale de l'Océanie, en date du 21 mars 1919, tendant à obtenir une prolongation de délai pour l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Tepoto, de l'archipel des Tuamotu;

Considérant que cette île n'est reliée au chef-lieu par aucune ligne régulière de navigation;

Sur la proposition du Chef du Service des Mines;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est accordé, à compter du 21 mars 1919, à la Compagnie Navale de l'Océanie, un délai de six mois pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Tepoto, de l'archipel des Tuamotu.

Art. 2. — Le Chef du Service des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

Le Chef p. i. du Service des Mines,

J.-L. MARCILLAC.

ARRÊTÉ complétant par un article 16 le titre "Dispositions transitoires" de l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 1918, portant réorganisation du cadre du corps des Interprètes pour la langue tahitienne.

(Du 8 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 30 janvier 1914, concernant les interprètes libres pour la langue tahitienne;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 1918, portant réorganisation du cadre du corps des interprètes pour la langue tahitienne;

Considérant que par suite de la mobilisation, les jeunes gens susceptibles de choisir la carrière d'interprètes n'ont pu s'inscrire pour suivre les cours prévus par l'arrêté précité du 1<sup>er</sup> octobre 1918;

Considérant d'autre part que l'épidémie de grippe a privé la Colonie des interprètes du cadre appelés à professer ces cours;

Qu'en outre, certains Services, auprès desquels la présence d'un interprète est indispensable, ne peuvent actuellement faire appel aux fonctionnaires de ce cadre dont l'effectif est trop réduit;



Qu'il y a lieu, en conséquence, par mesure transitoire, d'autoriser les interprètes libres, munis du brevet prévu par l'arrêté du 30 janvier 1914, à demander leur inscription dans ce cadre;

Sur la proposition du Secrétaire Général;

Le Conseil d'Administration entendu,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le titre "Dispositions transitoires" de l'arrêté du 4<sup>er</sup> octobre 1918, est complété ainsi qu'il suit :

« Art. 16 (nouveau). — Les interprètes libres, munis du brevet « prévu par l'arrêté du 30 janvier 1914, pourront être nommés « Interprètes stagiaires, sous réserve qu'ils auront satisfait aux « obligations de la loi sur le recrutement et qu'ils seront âgés de « moins de 28 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de leur acceptation dans « le cadre. »

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général p. i.,  
R. CHAZAL.

ARRÊTÉ accordant à la Compagnie Navale de l'Océanie un délai de six mois, à compter du 21 mars 1919, pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Napuka (Tuamotu).

(Du 8 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret minier du 17 octobre 1917, modifié par celui du 23 février 1918, et notamment les articles 20 et 21 du premier de ces actes ;

Vu la requête de MM. les Représentants, à Papeete, de la Compagnie Navale de l'Océanie, en date du 21 mars 1919, tendant à obtenir une prolongation de délai pour l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Napuka, de l'archipel des Tuamotu ;

Considérant que cette île n'est reliée au chef-lieu par aucune ligne régulière de navigation ;

Sur la proposition du Chef du Service des Mines ;

Le Conseil d'Administration entendu,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est accordé, à compter du 21 mars 1919, à la Compagnie Navale de l'Océanie, un délai de six mois pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Napuka, de l'archipel des Tuamotu.

Art. 2. — Le Chef du Service des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service des Mines p. i.,  
J.-L. MARCHILLAC.

ARRÊTÉ augmentant de trois mois le délai de quatre mois qui avait été accordé à la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie, par arrêté du 21 novembre 1918, pour compter du 9 du dit, pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Matahiva (Tuamotu).

(Du 8 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret minier du 17 octobre 1917, modifié par celui du 23 février 1918, et notamment les articles 20 et 21 du premier de ces actes ;

Vu l'arrêté du 21 novembre 1918, accordant, à compter du 9 du dit, à la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie, un délai de quatre mois pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Matahiva, de l'archipel des Tuamotu ;

Vu la nouvelle requête formulée par la dite Compagnie, en date du 19 février 1919, tendant à obtenir, pour des causes de force majeure, une augmentation de délai de trois mois pour l'implantation du poteau-signal susmentionné ;

Sur la proposition du Chef du Service des Mines ;

Le Conseil d'Administration entendu,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le délai de quatre mois qui a été accordé, par arrêté du 21 novembre 1918, à compter du 9 du dit, à la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie, pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Matahiva, de l'archipel des Tuamotu, est augmenté de trois mois.

Art. 2. — Le Chef du Service des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

Le Chef p. i. du Service des Mines,  
J.-L. MARCHILLAC.

ARRÊTÉ augmentant de trois mois le délai de quatre mois qui avait été accordé à la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie, par arrêté du 21 novembre 1918, pour compter du 9 du dit, pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Niau (Tuamotu).

(Du 8 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret minier du 17 octobre 1917, modifié par celui du 23 février 1918, et notamment les articles 20 et 21 du premier de ces actes ;

Vu l'arrêté du 21 novembre 1918, accordant, à compter du 9 du

dit, à la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie, un délai de quatre mois pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Niau, de l'archipel des Tuamotu;

Vu la nouvelle requête formulée par la dite Compagnie, en date du 19 février 1919, tendant à obtenir, pour des causes de force majeure, une augmentation de délai de trois mois pour l'implantation du poteau-signal susmentionné;

Sur la proposition du Chef du Service des Mines;  
Le Conseil d'Administration entendu,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le délai de quatre mois qui a été accordé, par arrêté du 24 novembre 1918, à compter du 9 du dit, à la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie, pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Niau, de l'archipel des Tuamotu, est augmenté de trois mois.

Art. 2. — Le Chef du Service des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

*Le Chef p. i. du Service des Mines,*  
J.-L. MARCILLAC.

ARRÊTÉ accordant à la Compagnie Navale de l'Océanie un délai de six mois, à compter du 10 mars 1919, pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Puka-Puka (Tuamotu).

(Du 8 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret minier du 17 octobre 1917, modifié par celui du 23 février 1918, et notamment les articles 20 et 21 du premier de ces actes;

Vu la requête de MM. les Représentants à Papeete de la Compagnie Navale de l'Océanie, en date du 10 mars 1919, tendant à obtenir une prolongation de délai pour l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Puka-Puka, de l'archipel des Tuamotu;

Considérant que cette île n'est reliée au chef-lieu par aucune ligne régulière de navigation,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est accordé, à compter du 10 mars 1919, à la Compagnie Navale de l'Océanie, un délai de six mois, pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans l'île Puka-Puka, de l'archipel des Tuamotu.

Art. 2. — Le Chef du Service des Mines est chargé de l'exé-

cution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

*Le Chef du Service des Mines p. i.,*  
J.-L. MARCILLAC.

ARRÊTÉ accordant à M. W. J. Williams un délai de quatre mois, à compter du 18 mars 1919, pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans le district d'Atuana, île Hivaoa (Marquises).

(Du 8 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret minier du 17 octobre 1917, modifié par celui du 23 février 1918, et notamment les articles 20 et 21 du premier de ces actes;

Vu la requête de M. W. J. Williams, propriétaire à Papeete, en date du 18 mars 1919, tendant à obtenir une prolongation de délai pour l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans le district d'Atuana, île Hivaoa, archipel des Marquises;

Considérant que cette île n'est reliée au chef-lieu par aucune ligne régulière de navigation;

Sur la proposition du Chef du Service des Mines;

Le Conseil d'Administration entendu,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est accordé, à compter du 18 mars 1919, à M. W. J. Williams, propriétaire à Papeete, un délai de quatre mois pour procéder à l'implantation du poteau-signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de son permis de recherche dans le district d'Atuana, île Hivaoa, archipel des Marquises.

Art. 2. — Le Chef du Service des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

*Le Chef p. i., du Service des Mines,*  
J.-L. MARCILLAC.

ARRÊTÉ concernant la tenue de divers plans et registres par les concessionnaires de mines

(Du 8 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 17 octobre 1917, portant réglementation minière dans la Colonie, et notamment les cinq premiers paragraphes de l'article 72 ;



Sur la proposition du Chef du Service des Mines ;  
Le Conseil d'Administration entendu ;

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Il sera tenu à jour, sur chaque concession attribuée en confirmité du décret minier sus-mentionné:

1° Un plan des travaux, à l'échelle du 1/2000<sup>e</sup>, indiquant les gîtes exploités en carrière, et un plan de surface, surposable au plan des travaux, en ce qui concerne les gîtes considérés comme mines.

Ces plans indiqueront en outre, et au fur et à mesure de l'exploitation, les limites des terrains parcellaires qui seront situés dans la zone d'exploitation, et un numéro d'ordre sera inscrit dans chacun de ces terrains.

Il y sera représenté :

En jaune, les parties déjà exploitées avant l'attribution de la concession ;

En rose clair, celles en cours d'exploitation ;

En rose clair, hâchuré en rose foncé, celles dont l'exploitation sera achevée.

De plus, il sera annexé, à ces plans : 1° un tableau qui portera les indications suivantes :

N <sup>os</sup> des terrains parcellaires	Noms des terrains situés dans la zone d'exploitation	Noms des propriétaires ou des revendiquants à l'origine.	Superficie des terrains	Observations

2° Un registre d'avancement des travaux, établi suivant le modèle ci-dessous (Composé de 200 feuillets au format de 0 m. 245 x 0 m. 33) :

Noms des terrains exploités	Noms des propriétaires ou des revendiquants à l'origine.	DATES		Faits importants intéressant l'exploitation.
		de la mise en exploitation	d'achèvement de l'exploitation	
				( Indiquer, dans cette colonne, les accidents, les créations et mises en service de chemins de fer, les constructions d'ouvrages, les installations diverses, etc.)

3° Un registre de contrôle journalier des ouvriers occupés dans les travaux, établi comme le modèle qui suit (Composé de 200 feuillets au format de 0 m. 215 sur 0 m. 33):

N <sup>o</sup> d'ordre	Noms et prénoms	Professions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
			(Sur cette ligne inscrire en abrégé, dans chaque colonne, les jours corres-														
			Mois de ....														

16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	Total de journées	Observations
pendants aux dates du mois.)							Ex :	D	L	M	M	J	V	S	D		
..... 194																	
Récapitulation des journées du mois.....																	

4°. Un registre d'extraction, de vente et d'expédition, portant les indications suivant le modèle ci-après (Composé de 200 feuillets au format de 0 m. 215 x 0 m. 33) :

Dates	Quantités extraites		Quantités vendues		Quantités expédiées		Observations
	par mois	total	par mois	total	par mois	total	
			Année 191				Les renseignements sont portés jour par jour ; Les totaux sont arrêtés tous les mois et récapitulés par année.
Totaux du mois .....							
Récapitulation de l'année .....							

Art. 2. — Les agents du Service des Mines et tous autres agents de l'Administration à ce autorisés par le Gouverneur, pourront se faire représenter ces plans et registres (ces derniers préalablement cotés et parafés par le Service des Mines) à chacune de leurs visites.

Art. 3. — Le Chef du Service des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

Le Chef p. i., du Service des Mines,  
J.-L. MARCILLAC.

ARRÊTÉ rendant exécutoires divers rôles supplémentaires et principaux, pour les années 1917, 1918 et 1919, des perceptions désignées ci-après.

(Du 8 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret financier du 30 décembre 1912;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1918, rendant exécutoire le tarif des taxes locales pour l'année 1919;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendus exécutoires : l'annexe au rôle supplémentaire du 4<sup>e</sup> trimestre 1918 de la perception de Papeete et les rôles principaux de la taxe sur les voitures des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea, pour l'année 1919; les rôles principaux de la perception des Gambier, pour l'année 1919; divers rôles supplémentaires pour 1917 et 1918, de la perception des Tuamotu; les rôles supplémentaires, de la perception de Huahine, pour les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 1918, les rôles supplémentaires de la perception de Bora-Bora, pour le 4<sup>e</sup> trimestre 1918; les rôles supplémentaires de la perception de Raiatea-Tahaa, pour le 4<sup>e</sup> trimestre 1918; les rôles

principaux de la perception de Makatea, pour 1919; les rôles principaux de la perception de Raiatea-Tahaa, pour l'année 1919; les rôles supplémentaires et principaux des perceptions de Taiohae et d'Atuana, pour les années 1918 et 1919; s'élevant ensemble à la somme de cent huit mille cinq cent quatre-vingt-trois francs vingt-un centimes, savoir :

#### PERCEPTION DE PAPEETE.

##### Annexe au rôle supplémentaire du 4<sup>e</sup> trimestre 1918.

Taxe sur les voitures.....	10 »
Impôt personnel.....	12 »
Prestation rurale.....	21 »
Patentes fixes.....	1.490 »
Frais d'avertissement.....	0 60

1.533 60

##### Rôles principaux de 1919.

Taxe sur les voitures (Commune)....	13.011 34
Frais d'avertissement.....	20 »
Taxe sur les voitures (districts)....	5.590 »
Frais d'avertissement.....	42 10

18.663 44

Total..... 20.197 04

#### PERCEPTION DE TARAVAO.

##### Rôle principal de 1919.

Taxe sur les voitures.....	3.909 »
Frais d'avertissement.....	32 90

Total..... 3.941 90

#### PERCEPTION DE MOOREA.

##### Rôle principal de 1919.

Taxe sur les voitures.....	837 50
Frais d'avertissement.....	14 »

Total..... 851 50

#### PERCEPTION DES GAMBIE.

##### Rôles principaux de 1919.

Patentes fixes.....	450 »
— proportionnelles.....	262 50
Formules de patentes.....	22 50
Frais d'avertissement.....	0 60

735 60

Taxe sur les chiens.....	160 »
Frais d'avertissement.....	1 50

161 50

15 avril 1919

JOURNAL OFFICIEL DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

125

Impôt personnel.....	1.788 »	
Prestation rurale.....	3.129 »	
Frais d'avertissement.....	14 90	
	<u>4.931 90</u>	
Total.....		5.829 »

## PERCEPTION DES TUAMOTU.

*Rôles supplémentaires du 3<sup>e</sup> trimestre 1918.*

Impôt personnel.....	1.188 »	
Prestation rurale.....	2.079 »	
Frais d'avertissement.....	9 90	
	<u>3.276 90</u>	
Patentes fixes.....	4.406 31	
— proportionnelles.....	2.241 81	
Formules de patentes.....	1.042 50	
Frais d'avertissement.....	27 80	
	<u>7.718 42</u>	
Taxe sur les chiens.....	570 »	
Frais d'avertissement.....	5 40	
	<u>575 40</u>	

*Rôle supplémentaire du 4<sup>e</sup> trimestre 1917.*

Patentes fixes.....	2.723 56	
— proportionnelles.....	866 86	
Formules de patentes.....	746 25	
Frais d'avertissement.....	19 90	
	<u>4.356 57</u>	
Impôt personnel.....	1.224 »	
Prestation rurale.....	2.142 »	
Frais d'avertissement.....	9 20	
	<u>3.375 20</u>	
Taxe sur les chiens.....	190 »	
Frais d'avertissement.....	1 70	
	<u>191 70</u>	
Total.....		19.494 19

## PERCEPTION DE HUAHINE.

*Rôle supplémentaire des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 1918.*

Impôt personnel.....	12 »	
Prestation rurale.....	21 »	
Patentes fixes.....	106 24	
— proportionnelles.....	33 75	
Formules de patentes.....	26 25	
Frais d'avertissement.....	0 60	
	<u>199 84</u>	

## PERCEPTION DE BORABORA-MAUPITI.

*Rôle supplémentaire du 4<sup>e</sup> trimestre 1918.*

Impôt personnel.....	36 »	
Prestation rurale.....	63 »	
Patentes fixes.....	71 87	
— proportionnelles.....	37 91	
Formules de patentes.....	37 50	
Frais d'avertissement.....	1 10	
	<u>247 38</u>	

## PERCEPTION DE RAIATEA-TAHAA.

*Rôle supplémentaire du 4<sup>e</sup> trimestre 1918.*

Patentes fixes.....	268 75	
— proportionnelles.....	11 88	
Formules de patentes.....	22 50	
Frais d'avertissement.....	0 60	
	<u>303 73</u>	
Impôt personnel.....	84 »	
Prestation rurale.....	147 »	
Frais d'avertissement.....	0 70	
	<u>231 70</u>	

Taxe sur les chiens.....	40 »	
Frais d'avertissement.....	0 30	
	<u>40 30</u>	
Taxe sur les voitures.....	5 »	
Frais d'avertissement.....	0 10	
	<u>5 10</u>	

*Rôle principal de 1919.*

Impôt personnel.....	972 »	
Prestation rurale.....	1.701 »	
Frais d'avertissement.....	8 10	
	<u>2.681 10</u>	
Total.....		3.261 93

## PERCEPTION DE MAKATEA.

*Rôles principaux de 1919.*

Taxe sur les chiens.....	260 »	
Frais d'avertissement.....	2 50	
	<u>262 50</u>	
Patentes fixes.....	1.750 »	
— proportionnelles.....	367 14	
Formules de patentes.....	108 75	
Frais d'avertissement.....	0 70	
	<u>2.226 59</u>	
Taxe sur les voitures.....	40 »	
Frais d'avertissement.....	1 30	
	<u>41 30</u>	
Total.....		2.530 39

## PERCEPTION DE TAIOHAE (MARQUISES).

*Rôles principaux de 1918.*

Taxe sur les chiens.....	2.850 »	
Frais d'avertissement.....	18 10	
	<u>2.868 10</u>	
Impôt personnel.....	2.892 »	
Prestation rurale.....	5.061 »	
Frais d'avertissement.....	24 10	
	<u>7.977 10</u>	
Patentes fixes.....	2.087 50	
— proportionnelles.....	907 50	
Formules de patentes.....	135 »	
Frais d'avertissement.....	2 70	
	<u>3.132 70</u>	

*Rôle supplémentaire des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 1918.*

Taxe sur les chiens.....	110 »	
Impôt personnel.....	36 »	
Prestation rurale.....	63 »	
Patentes fixes.....	108 33	
— proportionnelles.....	50 »	
Formules de patentes et avis.....	11 25	
Frais d'avertissement.....	0 90	
	<u>379 48</u>	
Total.....		14.357 38

## PERCEPTION D'ATUANA (MARQUISES).

*Rôle supplémentaire du 2<sup>e</sup> semestre 1918.*

Taxe sur les chiens.....	220 »	
Impôt personnel.....	36 »	
Prestation rurale.....	63 »	
Patentes fixes.....	268 75	
— proportionnelles.....	95 04	
Formules de patentes.....	41 25	
Frais d'avertissement.....	2 50	
	<u>726 51</u>	

*Rôle supplémentaire du 4<sup>e</sup> trimestre 1918.*

Taxe sur les chiens.....	60 »
Frais d'avertissement.....	0 20
	<u>60 20</u>

*Rôle principal de 1919.*

Patentes fixes.....	4.000 »
— proportionnelles.....	1.800 »
Formules de patentes.....	266 25
Impôt personnel.....	5.580 »
Prestation rurale.....	9.765 »
Taxe sur les chiens.....	4.600 »
Frais d'avertissement.....	58 20
	<u>26.069 45</u>
Total.....	26.856 16

## PERCEPTION DE TUBUAI-RAIVAYAE.

Taxe sur les voitures.....	440 »
Frais d'avertissement.....	8 90
	<u>448 90</u>

Taxe sur les chiens.....	380 »
Impôt personnel.....	3.108 »
Prestation rurale.....	5.439 »
Patentes fixes.....	1.087 50
— proportionnelles.....	262 50
Formules de patentes.....	60 »
Frais d'avertissement.....	30 60
	<u>10.367 60</u>

Total..... 10.816 50

Total général..... 108.583<sup>f</sup> 21

Art. 2. — Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

*Le Chef du Service des Contributions,*  
G. LAGARDE.

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles principaux de la taxe sur les chiens des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea, pour l'année 1919.

(Du 8 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret financier du 30 décembre 1912

Vu l'arrêté du 16 février 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu le décret du 16 juin 1892, sur la taxe des chiens ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1918, rendant exécutoire le tarif des taxes locales pour l'année 1919 ;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Le Conseil d'Administration entendu,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendus exécutoires les rôles principaux de la taxe sur les chiens des perceptions de Papeete, Taravao et Moo-

rea, pour l'année 1919, s'élevant ensemble à la somme de quatre-mille neuf cent soixante-dix-neuf francs, savoir :

## PERCEPTION DE PAPEETE.

Taxe sur les chiens.....	1.220 »
Frais d'avertissements.....	11 10
Total.....	<u>1.231 10</u>

## PERCEPTION DE TARAVAO.

Taxe sur les chiens.....	2.690 »
Frais d'avertissements.....	20 »
Total.....	<u>2.710 »</u>

## PERCEPTION DE MOOREA.

Taxe sur les chiens.....	1.030 »
Frais d'avertissements.....	7 90
Total.....	<u>1.037 90</u>

Total général..... 4.979<sup>f</sup> »

Art. 2. — Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

*Le Chef du Service des Contributions,*  
G. LAGARDE.

ARRÊTÉ rendant exécutoire le rôle principal de la taxe sur les chiens de la Commune de Papeete, pour l'année 1919.

(Du 8 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les articles 160 et 161 du décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu le décret du 16 juin 1892, sur la taxe des chiens ;

Vu le décret du 29 mai 1890, instituant la Commune de Papeete ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1918, approuvant le tarif des taxes municipales pour l'année 1919 ;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Le Conseil d'Administration entendu,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est rendu exécutoire le rôle principal de la taxe sur les chiens de la Commune de Papeete, pour l'année 1919, s'élevant à la somme de mille sept cent soixante-cinq francs, savoir :

Taxe sur les voitures.....	1.750 »
Frais d'avertissement.....	15 »
Total.....	<u>1.765 »</u>

Art. 2. — Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

*Le Chef du Service des Contributions,*  
G. LAGARDE.

**ARRÊTÉ accordant à la Caisse Agricole une avance de 30.000 francs, à titre remboursable.**

(Du 8 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 11 juin 1914, portant réorganisation de la Caisse Agricole, et notamment l'art. 12, paragraphe 3 du dit acte;

Vu la lettre en date du 1<sup>er</sup> avril 1919, du Président du Comité-Directeur, et le procès-verbal joint de la séance de cette assemblée du 28 mars précédent;

Considérant que les rentrées des créances de cet Etablissement sont en partie suspendues par suite, d'une part, de la liquidation en cours des successions ouvertes à la suite des nombreux décès occasionnés par l'épidémie de grippe, et d'autre part des conditions économiques actuelles et du fléchissement des cours du coprah et de la vanille;

Considérant en outre que de nombreux déposants, désireux de se rendre dans la Métropole, sollicitent le retrait des fonds par eux prêtés à la Caisse Agricole;

Attendu que pour ces deux causes l'Etablissement n'est plus en mesure d'assurer le service des prêts au moment où les agriculteurs gênés par la crise font appel à son concours financier;

Qu'il y a lieu, dans ces conditions, de relever le chiffre de l'encaisse actuelle, en faisant jouer les dispositions de l'art. 12, paragraphe 3, de l'arrêté du 11 juin 1914, précité;

Sur la proposition du Secrétaire Général;

Le Conseil d'Administration entendu,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Une avance à titre remboursable, de la somme de *trente mille francs*, sera mandatée au profit de la Caisse Agricole.

Art. 2. — La dépense est imputable au Chap. 47, art. 3 § 3: « *Avances éventuelles à divers Services* », du Budget de l'exercice en cours.

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeeté, le 8 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

*Le Secrétaire Général p. i.,*

R. CHAZAL.

**ARRÊTÉ rapportant les dispositions de l'arrêté du 20 février 1915, portant classification du personnel indigène du cadre de l'Enseignement.**

(Du 8 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 3 juillet 1897, modifié par le décret du 6 juillet 1904, portant réglementation sur les indemnités de route et de séjour des agents civils ou militaires des Services locaux;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1914, réorganisant l'Instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté du 20 février 1915, portant classification du personnel indigène du cadre de l'Enseignement;

Considérant que l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1914, n'a prévu qu'un seul cadre local, sans établir de distinction dans le personnel suivant son origine métropolitaine ou indigène;

Qu'il n'existe pas, par conséquent, de cadre inférieur indigène de l'Enseignement relevant des dispositions de l'art. 90, paragraphe 2, du décret du 3 juillet 1897;

Sur la proposition du Secrétaire Général;

Le Conseil d'Administration entendu,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — L'arrêté du 20 février 1915, portant classification du personnel du cadre indigène de l'Enseignement, est et demeure rapporté.

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

*Le Secrétaire Général p. i.,*

R. CHAZAL.

**ARRÊTÉ modifiant certaines dispositions de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1914, réorganisant l'Instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie.**

(Du 8 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1915, réorganisant l'Instruction publique dans la Colonie;

Considérant que l'expérience démontre tous les jours que des instituteurs et institutrices non pourvus des diplômes prévus à l'art. 49 de l'arrêté précité, sont néanmoins de bons maîtres qu'il importe de ne pas décourager;

Considérant, en outre, qu'il est équitable d'établir une équivalence entre les diplômes exigés et les résultats acquis lors de la présentation des élèves aux examens de fin d'année, en vue de permettre à ces instituteurs méritants leur titularisation et l'accession aux grades supérieurs;

Vu l'avis émis par le Chef du Service de l'Enseignement;

Sur la proposition du Secrétaire Général;

Le Conseil d'Administration entendu,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Les dispositions de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1914, réorganisant l'Instruction publique dans la Colonie, sont complétées ainsi qu'il suit:

1<sup>o</sup> L'art. 92, Paragraphe 4, est ainsi complété:

« Paragraphe 4 bis (nouveau). Les personnes admises à exercer les fonctions d'instituteur dans les conditions prévues par les articles 3, paragraphe 2, et 113, paragraphe 1, pourront être nommées instituteurs ou institutrices stagiaires et être promues par la suite aux classes supérieures, si elles établissent la preuve

« que cinq de leurs élèves au moins ont subi avec succès l'examen du certificat d'études primaires.

« La durée du stage est fixée à un an ».

2° L'art. 110 est ainsi complété :

« ..... à moins qu'il n'établisse la preuve que cinq de ses élèves au moins ont subi avec succès l'examen du certificat d'études primaires ».

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service de l'Enseignement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

*Le Secrétaire Général p. i.,*

R. CHAZAL.

*Le Chef du Service de l'Enseignement,*  
CHEVOLOT.

ARRÊTÉ accordant à M. Henri Colette la concession du lagon de l'île Tuanake (Tuamotu).

(Du 12 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, ensemble ceux des 19 mai 1903 et 7 octobre 1912, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret du 21 janvier 1904, modifié par celui du 26 mars 1918, réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières dans la Colonie ;

Vu l'arrêté du 29 juin 1918, réglementant le régime des concessions de lagons nacrés ou parcelles de lagon ;

Vu la demande de concession du lagon de l'île Tuanake, émanée de M. Henri Colette ;

Considérant que le demandeur est de nationalité française, que la susdite île est inhabitée d'une manière permanente ;

Vu l'avis des Chefs des Services de la Navigation et des Domaines ;

Sur la proposition du Secrétaire Général ;

Le Conseil d'Administration consulté en sa séance du 7 avril 1919,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est accordée à M. Henri Colette, pour une durée de trente années, à compter du jour de la soumission à intervenir à la suite du présent arrêté, la concession du lagon de l'île Tuanake (archipel des Tuamotu).

Art. 2. — La concession est divisée en trois parties de superficies égales séparées entre elles par deux perpendiculaires au grand axe du lagon. Ces trois parties de la concession seront exploitées chacune à tour de rôle, suivant une rotation triennale régulière, sous réserve de toutes modifications ultérieures en vertu des articles 6 et 7 du décret du 21 janvier 1904 et 6 de l'arrêté du 29 juin 1918.

Art. 3. — Pour la fixation de la redevance forfaitaire sur la nacre extraite, le produit présumé, pour chaque période réglementaire d'exploitation, dans le cours des six premières années, et

sauf révision tous les six ans, est fixé à deux mille cinq cent cinquante kilog., et le prix de la nacre à deux francs par cent kilog. Cette redevance sera payable en une seule fois et d'avance, à la caisse du Receveur des Domaines à Papeete, au début de chaque période réglementaire d'exploitation.

Le prix de location du lagon est fixé à cent francs par an ; ce prix sera payable annuellement et d'avance au même bureau des Domaines, à Papeete.

Art. 4. — Avant son entrée en jouissance, et pour garantir l'exécution des obligations contractées en vertu de la concession, M. H. Colette sera tenu de justifier du versement, à la Caisse des Dépôts et consignations, d'un cautionnement égal aux redevances d'une année.

A la fin de la concession, ce cautionnement lui sera restitué sur le vu des certificats émanés des Chefs des Services de la Navigation et des Domaines, constatant que le concessionnaire est libéré de toutes ses obligations.

A défaut de libération complète, le cautionnement serait spécialement affecté au paiement de ce qui resterait dû à la Colonie par le concessionnaire.

Art. 5. — Le concessionnaire sera soumis à toutes les charges et obligations d'ordre général ou de police résultant du décret du 21 janvier 1904, modifié par le décret du 26 mars 1918, et notamment, à celles édictées par l'article 7 et à celles résultant de l'arrêté du 29 juin 1918.

Art. 6. — La présente concession pourra être révoquée dans la forme où elle est consentie, dans les cas prévus à l'arrêté du 29 juin 1918.

La mise en demeure du concessionnaire pour, le cas échéant, obtenir l'exécution de ses obligations, sera constatée par simple lettre recommandée. La révocation de la concession datara du jour de la notification administrative qui en sera faite au concessionnaire.

Toutes les difficultés qui pourront surgir, au sujet de la présente concession, seront jugées administrativement.

Art. 7. — Le Secrétaire Général, le Chef du Service des Domaines et le Chef du Service de la Navigation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

*Le Secrétaire Général p. i.,*

R. CHAZAL.

*Le Chef du Service des Domaines, p. i.,*  
FAUGERAT.

*Le Chef du Service de la Navigation,*  
J. SIMON.

ARRÊTÉ accordant à M. Jacques Veyriras la concession du lagon de l'île Tepoto (archipel des Tuamotu).

(Du 12 avril 1918.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, ensemble ceux des 19 mai 1903 et 7 octobre 1912, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret du 21 janvier 1904, modifié par celui du 26 mars



1918, réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières dans la Colonie;

Vu l'arrêté du 29 juin 1918, réglementant le régime des concessions de lagons nacrés ou parcelles de lagons;

Vu la demande de concession du lagon de l'île Tepoto, émanée de M. Jacques Veyriras.

Considérant que le demandeur est de nationalité française; que la susdite île est inhabitée d'une manière permanente;

Vu l'avis des Chefs des Services de la Navigation et des Domaines;

Sur la proposition du Secrétaire Général;

Le Conseil d'Administration consulté en sa séance du 7 avril 1919,

#### ARRÊTE:

Article 1<sup>er</sup>. — Est accordée à M. Jacques Veyriras, pour une durée de trente années, à compter du jour de la soumission à intervenir à la suite du présent arrêté, la concession du lagon de l'île Tepoto (archipel des Tuamotu).

Art. 2. — La concession est divisée en trois parties de superficies égales séparées entre elles par deux perpendiculaires au grand axe du lagon. Ces trois parties de la concession seront exploitées chacune à tour de rôle suivant une rotation triennale régulière, sous réserve de toutes modifications ultérieures en vertu des articles 6 et 7 du décret du 21 janvier 1904 et 6 de l'arrêté du 29 juin 1918.

Art. 3. — Pour la fixation de la redevance forfaitaire sur la nacre extraite, le produit présumé pour chaque période réglementaire d'exploitation dans le cours des six premières années, et sauf révision tous les six ans, est fixé à deux mille cinq cent kilog. et le prix de la nacre à deux francs par cent kilog. Cette redevance sera payable en une seule fois et d'avance, à la caisse du Receveur des Domaines à Papeete, au début de chaque période réglementaire d'exploitation.

Le prix de location du lagon est fixé à cent francs par an; ce prix sera payable annuellement et d'avance au même bureau des Domaines à Papeete.

Art. 4. — Avant son entrée en jouissance, et pour garantir l'exécution des obligations contractées en vertu de la concession, M. J. Veyriras sera tenu de justifier le versement à la Caisse des Dépôts et consignations d'un cautionnement égal aux redevances d'une année.

A la fin de la concession, ce cautionnement lui sera restitué sur le vu des certificats émanés des Chefs des Services de la Navigation et des Domaines constatant que le concessionnaire est libéré de toutes ses obligations.

A défaut de libération complète, le cautionnement serait spécialement affecté au paiement de ce qui resterait dû à la Colonie par le concessionnaire.

Art. 5. — Le concessionnaire sera soumis à toutes les charges et obligations d'ordre général ou de police résultant du décret du 21 janvier 1904, modifié par le décret du 26 mars 1918, et notamment à celles résultant de l'arrêté du 29 juin 1918.

Art. 6. — La présente concession pourra être révoquée dans la forme où elle est consentie, dans les cas prévus à l'arrêté du 29 juin 1918.

La mise en demeure du concessionnaire pour, le cas échéant, obtenir l'exécution de ses obligations, sera constatée par simple lettre recommandée. La révocation de la concession datera du jour de la notification administrative qui en sera faite au concessionnaire.

Toutes les difficultés qui pourront surgir au sujet de la présente concession seront jugées administrativement.

Art. 7. — Le Secrétaire Général, le Chef du Service des Domaines et le Chef du Service de la Navigation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur:

Le Secrétaire Général p. i.,

R. CHAZAL.

Le Chef du Service des  
Domaines p. i.,  
FAUGERAT.

Le Chef du Service de la  
Navigation,  
J. SIMON.

ARRÊTÉ accordant à M. N. Tuhiva la concession du lagon de l'île Ravahere (archipel Tuamotu).

(Du 12 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, ensemble ceux des 19 mai 1903 et 7 octobre 1912, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 21 janvier 1904, modifié par celui du 26 mars 1918, réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières dans la Colonie;

Vu l'arrêté du 29 juin 1918, réglementant le régime des concessions de lagons nacrés ou parcelles de lagons;

Vu la demande de concession du lagon de l'île Ravahere (archipel Tuamotu), émanée de M. N. Tuhiva;

Considérant que le demandeur est de nationalité française; que la susdite île est inhabitée d'une manière permanente;

Vu l'avis des Chefs des Services des Domaines et de la Navigation;

Sur la proposition du Secrétaire Général;

Le Conseil d'Administration consulté en sa séance du 7 avril 1919,

#### ARRÊTE:

Article 1<sup>er</sup>. — Est accordée à M. N. Tuhiva, pour une durée de trente années à compter du jour de la soumission à intervenir à la suite du présent arrêté, la concession du lagon de l'île Ravahere (archipel des Tuamotu). Le projet de concession à M. N. Tuhiva des lagons des îles Tematangi et Vanavana par arrêté du 6 mars 1919, est annulé.

Art. 2. — La concession est divisée en trois parties de superficies égales séparées entre elles par deux perpendiculaires au grand axe. Ces trois parties de la concession seront exploitées chacune à tour de rôle suivant une rotation triennale régulière, sous réserve de toutes modifications ultérieures en vertu des articles 6 et 7 du décret du 21 janvier 1904 et 6 de l'arrêté du 29 juin 1918.

Art. 3. — Pour la fixation de la redevance forfaitaire sur la nacre extraite, le produit présumé pour chaque période réglementaire d'exploitation dans le cours des six premières années, et sauf révision tous les six ans, est fixé à deux mille cinq cent kilog. et le prix de la nacre à deux francs par cent kilog. Cette redevance sera payable en une seule fois et d'avance à la caisse du Receveur des Domaines à Papeete, au début de chaque période réglementaire d'exploitation.

Le prix de location du lagon est fixé à cent francs par an; ce prix

sera payable annuellement et d'avance au même bureau des Domaines à Papeete.

Art. 4. — Avant son entrée en jouissance, et pour garantir l'exécution des obligations contractées en vertu de la concession, M. N. Tuhiva sera tenu de justifier du versement à la Caisse des Dépôts et consignations d'un cautionnement égal aux redevances d'une année.

A la fin de la concession, ce cautionnement lui sera restitué sur le vu des certificats émanés des Chefs des Services des Domaines et de la Navigation constatant que le concessionnaire est libéré de toutes ses obligations.

A défaut de libération complète, le cautionnement serait spécialement affecté au paiement de ce qui resterait dû à la Colonie par le concessionnaire.

Art. 5. — Le concessionnaire sera soumis à toutes les charges et obligations d'ordre général ou de police résultant du décret du 21 janvier 1904, modifié par le décret du 26 mars 1918, et notamment à celles édictées par l'article 7, et à celles résultant de l'arrêté du 29 juin 1918.

Art. 6. — La présente concession pourra être révoquée dans la forme où elle est consentie, dans les cas prévus à l'arrêté du 29 juin 1918.

La mise en demeure du concessionnaire pour, le cas échéant, obtenir l'exécution de ses obligations, sera constatée par simple lettre recommandée. La révocation de la concession datera du jour de la notification administrative qui en sera faite au concessionnaire.

Toutes les difficultés qui pourront surgir au sujet de la présente concession seront jugées administrativement.

Art. 7. — Le Secrétaire Général, le Chef du Service des Domaines et le Chef du Service de la Navigation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

*Le Secrétaire Général p. i.,*

R. CHAZAL.

*Le Chef du Service des  
Domaines p. i.,*  
FAUGERAT.

*Le Chef du Service de la  
Navigation,*  
J. SIMON.

ARRÊTÉ modifiant l'article 5 de l'arrêté du 21 avril 1914, créant dans les Etablissements français de l'Océanie un corps de Commis-auxiliaires.

(Du 14 avril 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 21 avril 1914, créant dans les Etablissements français de l'Océanie un corps de commis-auxiliaires ;

Considérant que ce cadre comporte sept classes différentes auxquelles les commis ne peuvent successivement parvenir qu'au choix et après un stage minimum de deux années dans chacune d'elles ;

Considérant, d'autre part, que la solde correspondante au grade

le plus élevé n'atteint que 4.400 francs l'an et qu'elle ne peut être allouée qu'après douze années de services appréciés ;

Que ces conditions d'avancement, à une époque où le coût de la vie est sensiblement majoré, ne permet plus le recrutement de ce personnel indispensable et n'offre plus aux agents en fonctions des émoluments correspondant équitablement aux services rendus ;

Sur la proposition du Secrétaire Général ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 5 de l'arrêté du 21 avril 1914 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

« Art. 5 (nouveau). — Les avancements ont lieu au choix. Nul « Commis auxiliaire ne peut recevoir un avancement s'il n'a effectué dans la classe immédiatement inférieure un an de services effectifs dans la Colonie. »

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 avril 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

*Le Secrétaire Général p. i.,*

R. CHAZAL.

## NOMINATIONS, MUTATIONS, MOUVEMENTS, ETC.

Par décision du Gouverneur, n° 201, en date du 2 avril 1919, le jeune Teariki a Papara est interné au village de ségrégation d'Orofara.

Par décision du Gouverneur, n° 206, en date du 7 avril 1919, un congé de convalescence de six mois, à passer en France, avec usage des eaux, est accordé à M. Bouge, Chef de bureau de 2<sup>e</sup> classe des Secrétariats Généraux.

Par décision du Gouverneur, n° 207, en date du 7 avril 1919, un congé administratif de six mois, à passer dans la Métropole et aux Antilles, est accordé à M. Clayssen, Administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies.

Par décision du Gouverneur, n° 227, en date du 10 avril 1919, M. Chataignier (Charles), écrivain-auxiliaire, est nommé, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1919, Commis auxiliaire de 2<sup>me</sup> classe des Secrétariats Généraux.

Par décision du Gouverneur, n° 228, en date du 11 avril 1919, la nommée Tetuanui a Tehei, pourvue de son certificat d'études primaires, est nommée, à titre temporaire, institutrice auxiliaire à l'école de Papeari.

Par décision du Gouverneur, n° 229, en date du 11 avril 1919, la démission de son emploi, présentée par le nommé Rémy a Pou, agent de police à Papeete, est acceptée, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1919.

Par décision du Gouverneur, n° 232, en date du 12 avril 1919, un témoignage officiel de satisfaction est décerné à :

1° Tamaterai a Terii, Président du Conseil du district de Pape-toai (Moorea), pour le zèle et la générosité avec lesquels il s'est mis à la disposition de M. le Capitaine de vaisseau Henry de Villeneuve, à l'occasion des opérations de sauvetage du matériel de l'avis de 1<sup>re</sup> classe "Kersaint", et de l'installation à terre des hommes de l'équipage et des officiers ainsi que de leur ravitaillement ;

2° M<sup>me</sup> Fetunania a Tefaafana, institutrice à Papetoai, pour l'empressement et l'habileté déployés par elle pour servir d'interprète et faciliter en toute occasion les rapports du Commandant avec la population, dans l'exécution des ordres et consignes.

Par décision du Gouverneur, n° 236, en date du 12 avril 1919, M. Malinowski, agent du Secrétariat Général, est chargé de représenter la Colonie devant le Juge de paix de Papeete, sur l'appel en conciliation formé par M. Simonet (Etienne), au sujet du paiement de 3.577 fr. 30 pour marchandises fournies pendant l'épidémie.

Par décision du Gouverneur, n° 237, en date du 12 avril 1919, la démission de ses fonctions de Secrétaire de la Société d'Etudes Océaniques, offerte par M. Sigogne, est acceptée.

M. Le Brazidec, Docteur en pharmacie, Conservateur du Musée de Papeete, est nommé Secrétaire de la Société d'Etudes Océaniques, pour compter du 4 avril 1919.

M. le Docteur Le Strat, médecin à Papeete, est nommé vice-Président de Société d'Etudes Océaniques, pour compter du 4 avril 1919.

Par décision du Gouverneur, n° 239, en date du 15 avril 1919, la démission de son emploi de dame auxiliaire du Service des Postes et Télégraphes, offerte par M<sup>lle</sup> Chave (Lucie), est acceptée à compter du 1<sup>er</sup> avril 1919.

Par décision du Gouverneur, n° 242, en date du 15 avril 1919, M. H. Lehartel est nommé, à titre provisoire, agent secondaire des Travaux publics.

Par décision du Gouverneur, n° 246, en date du 15 avril 1919, M. Taimano a Maono, employé temporaire à l'Imprimerie, est nommé ouvrier de 4<sup>me</sup> classe à l'Imprimerie du Gouvernement, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1919.

### Lettre de félicitations.

Avant de quitter la Colonie pour rentrer en congé de convalescence, le Gouverneur a adressé la lettre ci-après à M. R. CHAZAL, Administrateur en Chef des colonies, Secrétaire Général p. i. :

Mon cher Secrétaire Général,

Je tiens, en quittant cette Colonie où vous avez consacré six ans d'un labeur consciencieux et dévoué, à vous exprimer ma plus vive satisfaction de vous avoir eu comme collaborateur dans la période particulièrement difficile de la Grande Guerre.

Vous avez accepté auprès de moi le lourd fardeau du Secrétariat Général à un moment où l'absence de personnel allait me créer la plus délicate des situations. Oubliant vos fatigues et vos droits à un congé, vous avez bien voulu, à mon appel, n'écouter que la voix du devoir. Ce sont les fonctionnaires comme vous que j'aime à rencontrer sur mon chemin, et je vous sais gré de m'avoir compris : On n'a jamais accompli son devoir si on ne s'impose pas d'aller au delà, bien au delà.

En vous quittant, j'emporte l'espoir de vous revoir bientôt en France où vous pourrez enfin goûter la tranquillité et le repos d'un congé bien mérité.

Croyez, Mon cher Secrétaire Général, à mes sentiments bien affectueux.

G. JULIEN.

## AVIS OFFICIELS

### SERVICE MUNICIPAL

#### AVIS

#### Révision de la liste électorale.

Le Conseiller municipal faisant fonctions de Maire de la Ville de Papeete a l'honneur de prévenir les électeurs que le tableau contenant les additions et les retranchements faits par la Commission électorale nommée en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 7 juillet 1874, à la liste électorale de la Commune, et conformément à l'arrêté du Gouverneur de la Colonie, en date du 11 février 1919, est déposé au secrétariat de la Mairie et sera communiqué à tout requérant jusqu'au 5 juin inclus, tous les jours non fériés, de 8 heures à 10 h. du matin et de 4 heures à 5 h. du soir.

Pendant ce délai, les demandes en inscription et radiation seront reçues à la Mairie pour être jugées conformément à la loi.

Papeete, le 2 avril 1919.

Le Conseiller municipal f.f. de Maire,  
L. SIGOGNE.

### CURATELLE AUX SUCCESSIONS VACANTES

#### Avis.

Madame INGALLS (CÉLIA) est décédée à l'hôpital de Papeete, le 10 avril 1919, sans laisser d'héritiers connus dans la Colonie. En conséquence, les biens composant sa succession ont été appréhendés par le Service de la Curatelle aux biens vacants.

Les débiteurs de cette succession et les créanciers sont priés de se libérer ou de produire leurs titres de créance le plus tôt possible entre les mains du Curateur d'office à Papeete.

Le Curateur aux biens vacants,  
FAUGERAT.

## PARTIE NON OFFICIELLE

## NOUVELLES ET INFORMATIONS

M. Bjarne Kroepelien, sujet norvégien qui passa de longs mois à Tahiti pendant la dernière période de la guerre et qui se dévoua si entièrement pour nos malades, vient d'envoyer au Gouverneur un chèque de quatre cents dollars, qui devra, selon les intentions du généreux donateur, être réparti moitié au profit de la Caisse des orphelins, nouvellement instituée, et moitié au district de Papeete où la distribution en sera faite en s'inspirant des indications de M. Teriieroo, Président du Conseil de cette circonscription. Le Gouverneur s'est empressé d'exprimer à M. Kroepelien les sentiments de profonde gratitude que son geste suscitera chez ceux dont, grâce à lui, les infortunes seront soulagées.

\* \* \*

Depuis la nouvelle organisation de la perception des droits de place sur le marché de Papeete, les recettes ont augmenté dans des proportions fort appréciables. Du 15 avril au 30 novembre 1918 inclus, elles avaient été faites sur le pied de 32.899 fr. 50 par an. Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 1919, elles le furent sur le pied de 27.400 francs, mais il y a lieu de considérer que pour cette période, outre que l'épidémie de grippe a emporté un certain nombre de pêcheurs, le mauvais temps, ouragan et inondations, priva le marché de nombre de produits et de vendeurs. Néanmoins on reste en dessous de la réalité en estimant au minimum de trente mille francs par an le produit qu'on peut désormais attendre des taxes municipales.

## ŒUVRE DU SOLDAT TAHITIEN

*Relevé des secours répartis  
par l'intermédiaire de l'Association d'Ambulance et d'Assistance  
Coloniales, jusqu'au 3 octobre 1918.*

1916		DÉPENSES	RECETTES
27 septembre	Envoi de 97 mandats de 10 fr.....	970 »	»
17 octobre..	Envoi de 2 mandats de 10 fr.....	20 »	»
26 octobre..	Envoi de 99 mandats de 10 fr.....	990 »	»
18 octobre..	Reçu de M. Gouzy la somme de.....	»	500 »
30 octobre..	Subvention du Comité de répartition.....	»	3.000 »
16 novembre	97 remises de 10 fr. par l'intermédiaire de M. Gouzy.....	970 »	»
20 novembre	Reçu du Comité de répartition.....	»	1.500 »
A reporter....		2.950 »	5.000 »

		DÉPENSES	RECETTES
	Report.....	2.950 »	5.000 »
1917			
11 janvier...	Reçu du Comité de répartition.....	»	1.000 »
6 février...	Envoi de 95 mandats de 10 fr.....	950 »	»
	et de 3 mandats de 20 fr.....	60 »	»
8 février...	Facture d'un envoi.....	34 15	»
4 mai.....	Remboursement d'un mandat de 10 fr.....	»	10 »
4 mai.....	Subvention du Comité de répartition.....	»	4.000 »
22 juin....	Envoi de 469 mandats de 10 fr. (2 <sup>e</sup> contingent) ..	4.690 »	»
22 juin....	4 remises de 10 fr.....	40 »	»
31 août....	Mandats envoyés.....	40 »	»
6 octobre..	Mandat envoyé.....	20 »	»
14 décembre.	Envoi de 11 mandats de 10 fr.....	110 »	»
16 décembre.	Subvention du Comité de répartition.....	»	8.000 »
1918			
5 février..	Facture Poigny, colis..	2.950 »	»
5 février..	Subvention du Comité de répartition.....	»	4.000 »
8 mars....	Remis à 9 soldats isolés de passage à Paris la somme de.....	210 »	»
8 mars....	Envoi au Commandant du Bataillon du Pacifique la somme de..	6.330 »	»
12 mars....	Envoi à M. le Chef du Service Colonial à Bordeaux.....	401 10	»
26 avril....	Envoi à M. le Commandant du contingent tahitien à Fréjus.....	6.003 95	»
18 juin....	Subvention du Comité de répartition.....	»	5.000 »
18 juin....	Timbre-taxe paiement..	10 »	»
12 septembre	Facture d'un envoi.....	69 30	»
23 septembre	Remboursement d'un télégramme.....	215 45	»
3 octobre..	Envoi de 573 mandats de 10 fr.....	5.730 »	»
3 octobre..	Subvention du Comité de répartition.....	»	5.000 »
		30.810 95	32.010 »
			30.810 95
Reste disponible à ce jour....			1.199 05

## MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

Mois de mars 1919.

## ENTRÉES

1 mars.	— Vapeur anglais <i>Flora</i> , de 838 tonneaux.
2 mars.	— Goëlle à voiles française <i>Tiura</i> , de 24 tonneaux.
3 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Liane</i> , de 48 tonneaux.
4 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Kivi</i> , de 24 tonneaux.
6 mars.	— Vapeur anglais <i>Paloona</i> , de 1.736 tonneaux.
6 mars.	— Vapeur anglais <i>Flora</i> , de 838 tonneaux.
7 mars.	— Goëlle à moteur franç. <i>France-Australe</i> , de 70 t.
8 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Curieuse</i> , de 62 ton.
9 mars.	— Goëlle à moteur française <i>Vahine-Raiatea</i> , de 30 t.
9 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Pro-Patria</i> , de 98 ton.
10 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Hinano</i> , de 100 ton.
11 mars.	— Goëlette à voiles française <i>Teohu</i> , de 36 ton.
12 mars.	— Goëlette à voiles française <i>Temoua-Ahi</i> , de 48 ton.
12 mars.	— 3 m. goëlle à voiles américain <i>William Olsen</i> , de 492 t.
13 mars.	— Vapeur anglais <i>Moana</i> , de 2.416 tonneaux.
15 mars.	— Goëlette à moteur franç. <i>France</i> , de 54 ton.
16 mars.	— Goëlette à moteur franç. <i>Vahine-Raiatea</i> , de 30 t.
16 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Suzanne</i> , de 24 ton.
17 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Tereora</i> , de 84 ton.
19 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Zélée</i> , de 24 tonneaux.
21 mars.	— Vapeur suédois <i>Siljan</i> , de 2.700 tonneaux.
23 mars.	— Goëlle à voiles française <i>Manureva</i> , de 56 tonneaux.
24 mars.	— Goëlette à moteur franç. <i>Jeanne-d'Arc</i> , de 36 ton.
25 mars.	— Goëlle à moteur française <i>Vahine-Raiatea</i> , de 30 t.
31 mars.	— 3 m. goëlle à mot. franç. <i>Tamarii-Moorea</i> , de 32 t.

## SORTIES

1 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Kivi</i> , de 24 tonneaux.
1 mars.	— Côté à voiles français <i>Haupeaiterai</i> , de 16 tonneaux.
3 mars.	— Côté à voiles français <i>Apirimaue</i> , de 12 tonneaux.
3 mars.	— Vapeur anglais <i>Flora</i> , de 838 tonneaux.
4 mars.	— Goëlette à moteur franç. <i>Vahine-Raiatea</i> , de 30 t.
6 mars.	— Goëlette à voiles française <i>Roberta</i> , de 108 tonneaux.
5 mars.	— Aviso français <i>Kersaint</i> , de 1.200 ton.
6 mars.	— Vapeur anglais <i>Flora</i> , de 838 tonneaux.
6 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Pro-Patria</i> de 98 ton.
7 mars.	— Côté à voiles français <i>Mahimahira</i> , de 6 ton.
7 mars.	— Goëlette à moteur franç. <i>Kaohanui</i> , de 18 tonneaux.
8 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Kivi</i> , de 24 tonneaux.
10 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Hinano</i> , de 100 ton.
10 mars.	— Goëlle à moteur française <i>Liane</i> , de 48 tonneaux.
12 mars.	— Goëlette à voiles franç. <i>Vahine-Raiatea</i> , de 30 t.
14 mars.	— Vapeur anglais <i>Moana</i> , de 2.416 tonneaux.
19 mars.	— Goëlette à moteur française <i>France-Australe</i> , de 70 t.
19 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Suzanne</i> , de 24 ton.
19 mars.	— Goëlle à moteur française <i>Vahine-Raiatea</i> , de 30 t.
21 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Curieuse</i> , de 62 ton.
22 mars.	— 3 mâts goëlle à mot. franç. <i>Tamarii Moorea</i> , de 32 ton.
23 mars.	— Vapeur suédois <i>Siljan</i> , de 2.700 ton.
23 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Pro-Patria</i> , de 98 ton.
25 mars.	— 3 m. goëlle à mot. français <i>Kaao</i> , de 136 tonneaux.
27 mars.	— Goëlette à voiles anglaise <i>Toofa Haamia</i> , de 53 ton.
27 mars.	— Goëlette à voiles française <i>Tiare</i> , de 20 tonneaux.
28 mars.	— Goëlette à moteur franç. <i>Vahine-Raiatea</i> , de 30 ton.
29 mars.	— Goëlette à moteur française <i>Tereora</i> , de 84 tonneaux.
31 mars.	— Goëlette à moteur française <i>France</i> , de 54 tonneaux.

## CAISSE AGRICOLE

Situation au 1<sup>er</sup> avril 1919.

ACTIF.		
1 <sup>re</sup> Opérations principales.		
Prêts divers à longs termes (sur hypothèques de propriétés rurales).....	617.448 <sup>f</sup> 39	
Terrains vendus ou cédés à terme.....	146.658 23	
Avances de premier établissement.....	»	764.106 <sup>f</sup> 62
2 <sup>re</sup> Opérations accessoires.		
Effets à recouvrer.....	54.790 51	
Prêts sur hypothèques de propriétés de ville.....	101.771 64	
Achats de titres.....	»	
Inscription hypothécaire sur les biens du comptable en garantie de sa gestion...	4.000 »	160.562 15
3 <sup>re</sup> Divers.		
Immeubles divers.....	33.223 12	
Mobilier.....	1.242 88	
Caisse.....	45.882 39	
Correspondants divers.....	»	
Avances à régulariser.....	1.334 60	
Intérêts sur ventes et prêts.....	22.430 30	
Prêts au Service Local.....	»	
Divers débiteurs.....	1.313 17	105.426 46
PASSIF.		1.030.096 <sup>f</sup> 23
Bons de caisse.....	»	
Dépôts.....	753.159 91	
Cautionnement du comptable.....	8.000 »	
Prêts au Service Local.....	29.890 »	
Avances par le Service Local, pour couvrir le montant des traites tirées par les Agents spéciaux.....	15.000 »	
Intensification de la production du sol (avance remboursable au Service Local).	18.540 19	
Correspondants divers.....	933 26	825.523 36
Capital ou balance en faveur de la Caisse.....	»	204.571 <sup>f</sup> 87

## Mouvement de la Caisse en mars 1919.

DÉSIGNATION DES COMPTES	RECETTES	DÉPENSES
Effets à recouvrer.....	820 <sup>f</sup> »	900 »
Prêts divers à longs termes.....	2.642 57	3.500 »
Terrains vendus ou cédés à terme.....	658 01	»
Frais généraux.....	»	2.387 <sup>f</sup> 21
Intérêts divers sur ventes et prêts.....	1.631 66	»
Dépôts.....	64.660 38	60.065 43
Intérêts sur les dépôts.....	»	77 14
Avances à régulariser.....	»	260 »
Correspondants divers.....	2.540 09	2.514 07
Prime perçue sur traites délivrées pendant le mois.....	1 68	»
Recettes diverses.....	20 50	»
Divers débiteurs.....	» »	»
Intensification de la production du sol (avance remboursable au Service Local)	334 19	»
Avances de 1 <sup>er</sup> établissement.....	»	»
Totaux du mois.....	73.309 <sup>f</sup> 08	69.683 <sup>f</sup> 85
L'encaisse au 1 <sup>er</sup> mars 1919 était de.....	42.257 16	»
Soit.....	115.566 24	»
Les dépenses du mois s'étant élevées à.....	69.683 85	»
Il reste en caisse au 1 <sup>er</sup> avril 1919.....	45.882 <sup>f</sup> 39	»

## Résumé des opérations du mois.

Le capital, au 1 <sup>er</sup> mars 1919, était de....	203.736 <sup>f</sup> 86
L'Avoin du compte <i>Profits et Pertes</i> s'est augmenté pendant le mois :	
Des intérêts échus :	
Sur les terrains vendus ou cédés. ....	785 <sup>f</sup> 78
Sur les prêts divers à longs termes...	2.251 53
Sur les prêts sur cautions. ....	174 26
Sur avances de premier établissement.	»
Sur nos dépôts au crédit Lyonnais. ....	»
Sur divers débiteurs. ....	»
Sur intensification de la production du sol (avance remboursable au Service Local. ....	45 56
Des recettes diverses. ....	20 50
De la prime perçue sur traites délivrées pendant le mois. ....	1 68
	3.279 36
Le Débit de ce compte comprend :	207.016 <sup>f</sup> 22
Les frais généraux du mois. ....	2.367 21
Les intérêts sur dépôts payés pendant le mois. ....	77 14
	2.444 35
Le capital, au 1 <sup>er</sup> avril 1919, est de ....	204.571 <sup>f</sup> 87

Certifié conforme aux écritures :

Le Secrétaire-trésorier,  
H. VILLIERME.

Vu et vérifié :

Le Chef du 1<sup>er</sup> Bureau,  
GALLIEN.

Vu :

Le Président,  
Dr LE STRAT.

Vu :

Le Censeur,  
R. CHAZAL

## BANQUE DE L'INDO-CHINE

## SUCCURSALE DE PAPEETE

Capital: 48.000.000 fr.

Privilégiée par décrets des 21 janvier 1875, 20 février 1888,  
16 mai 1900 et 3 avril 1901.

## Situation au 31 mars 1919.

## ACTIF

Numéraire en caisse. ....	1.376.419 <sup>f</sup> 75
Portefeuille et avances. ....	4.736.929 77
Administration centrale et correspondants. ....	552.059 14
Comptes d'ordre et divers. ....	412.706 43
	7.078.115 <sup>f</sup> 09

## PASSIF

Billets de banque au porteur en circulation. ....	5.204.055 <sup>f</sup> »
Comptes courants et de dépôts. ....	972.676 68
Effets à payer. ....	14.305 65
Comptes d'encaissement. ....	422.961 95
Correspondants. ....	38.816 70
Comptes d'ordre et divers. ....	425.299 11
	7.078.115 <sup>f</sup> 09

Papeete, le 31 mars 1919.

Le Directeur,  
J.-L. MOLLET

## ANNONCES JUDICIAIRES

## ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

D'un exploit de Farnault (A.-E.-C.), huissier des Tribunaux, séant à Papeete, en date du 5 avril 1919, enregistré; dénoncé au parquet de M. le Procureur de la République, le 12 du même mois, conformément à l'article 32 du décret du 28 novembre 1866;

Il appert qu'opposition a été faite entre les mains de M<sup>e</sup> L. Sigogne, défenseur à Papeete, sur la "TAHITIAN TRADING COMPANY", sans domicile ni résidence connus, à la requête de M<sup>lle</sup> Jeanne Goupil.

Etude de M<sup>e</sup> L. SIGOGNE, Défenseur à Papeete. rue de Rivoli.

## MODIFICATION DE SOCIÉTÉ

Suivant acte sous signatures privées en date du 1<sup>er</sup> mars 1919, enregistré à Papeete le 20 mars 1919, la Société MARTIN-PELLETIER-MILLAUD, constituée à Papeete suivant acte du 10 octobre 1916, a, par suite du décès de M. Félix Millaud dont les héritiers ont opté pour le remboursement de la part de leur auteur, été modifiée comme suit:

La Société continue entre M. Emile MARTIN et M. Léon PELLETIER seuls, aux conditions contenues dans le dit acte de Société, sauf les modifications qui vont résulter de quelques-uns des articles ci-après:

*Article premier.* — Les mots « Et F. MILLAUD » sont supprimés.

*Article quatre.* — La raison sociale sera MARTIN ET PELLETIER, au lieu de MARTIN, PELLETIER et MILLAUD.

Les mots « avec pouvoir de l'un des autres », *in fine*, sont remplacés par « avec pouvoir de l'autre ».

*Article six.* — Les mots « de ses coassociés » sont remplacés par « de son coassocié ».

*Article sept.* — Cet article est remplacé comme suit: « Les bénéfices et les pertes se partageront par moitié entre les associés ».

*Article huit.* — Les mots « à raison de cinquante mille francs par chacun des associés », sont remplacés par « à raison de moitié par chacun des associés ».

*Article neuf.* — Les mots « aux autres associés » sont remplacés par « à son coassocié ».

*Article douze.* — Cet article est annulé et remplacé comme suit:

« En cas de décès de l'un des associés avant l'expiration du terme fixé pour sa durée, la Société ne sera pas dissoute; elle continuera d'exister entre l'associé survivant et les héritiers de l'associé décédé, lesquels devront déléguer l'un d'entre eux ou un mandataire commun pour accomplir les actes d'associé.

« Les héritiers ou représentants de l'associé décédé auront toutefois la faculté d'opter, à condition de le notifier à l'associé survivant dans un délai de trois mois à compter de l'ouverture de la succession, pour la continuation de la Société entre l'associé survivant et eux-mêmes, à titre de commanditaires de ce dernier pour le montant des droits de leur auteur dans la Société tels qu'ils résulteront du dernier inventaire social, sous l'obligation de déléguer l'un d'entre eux pour les représenter dans les rapports avec la gérance, et il devra être dressé acte de la conversion de la Société.

« Les héritiers ou représentants de l'associé décédé auront encore la faculté d'opter pour le remboursement de la part de leur auteur, à condition de le notifier à l'associé survivant dans un délai de trois mois à compter de l'ouverture de la succession.



Dans ce cas, l'associé survivant conservera le fonds social pour son compte personnel, à charge de rembourser aux représentants de l'associé décédé le montant des droits de leur auteur dans la Société d'après le dernier inventaire.

« Ce remboursement aura lieu dans un délai maximum de trois ans à compter de la notification de l'option, et il sera dû des intérêts, au taux de huit pour cent l'an, sur le capital remboursable depuis la date de l'inventaire qui servira de base à ce remboursement jusqu'à la date du remboursement qui pourra être effectué par fractions successives du dixième chacune ».

Un original de cet acte modificatif de société a été déposé, le 24 mars 1919, au greffe des Tribunaux de Papeete.

Pour extrait conforme :  
L. SIGOGNE.

Etude de M<sup>e</sup> MARIUS BERTRAND, Défenseur à Papeete.

D'un jugement rendu le 22 octobre 1918 par le Tribunal civil de Papeete, enregistré et signifié par exploit de Farnault, huissier, en date du 29 mars 1919,

Entre M. Emile NOLLEMBERGER, soldat de 2<sup>me</sup> classe au 35<sup>me</sup> Régiment d'Infanterie Coloniale, actuellement en sursis d'appel, demeurant à Pirae (Pare),

Et Madame TERITAPUTUURA a MAI, épouse du dit sieur Nollenberger, demeurant à Papeete, quartier Orovini,

Il appert :

Que le divorce a été prononcé d'entre les dits époux, à la requête et au profit du mari.

Pour extrait conforme :  
M. BERTRAND.

## ANNONCES DIVERSES

THURSDAY APRIL 10

AT 11 O'CLOCK.

Well & Favourably known auxiliary schooners

"MAY HOWARD"

64 tons gross tonnage, carrying capacity 75 tons d/w 45 h. p.  
45 h. p. Hercules oil engine, 6 h. p. Hercules winch.  
Specially equipped for the Island trade.

"GISBORNE"

66 tons gross tonnage, carrying capacity 90/100 tons, 40 h. p.  
Globe engine. Both these Schooners are sound in good order, and complete with all accessories.

T. MANDENO JACKSON.

Instructed by the agent of the Tapley Shipping Line Ltd., will sell by public auction at their rooms, Customs St., East, Auckland as above. Full particulars upon application.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ACTES

EN VIGUEUR DANS LA COLONIE

Dressée par M. HEIMBURGER, Magistrat.

PRIX broché : 15 francs.

## A. B. DONALD LTD.

Société en commandite au capital de 1.393.750 francs.

SIÈGE SOCIAL : AUCKLAND (NOUVELLE-ZÉLANDE).

SUCCURSALES : Papeete, Rarotonga, Iles Cook, Fiji, Marquises, Tuamotus.

CORRESPONDANTS : Londres, Paris, New York, San Francisco, Sydney.

Armateurs et Consignataires de Navires.

PORTE-PLUMES RÉSERVOIR. — Plume en Or, fabrication soignée, à 10, 11, 12, 13 francs pièce.

PORTE-PLUMES RÉSERVOIR, "SELF-FILLERS". — à 7, 50 et 11 francs.

ENCORE EN POUDRE POUR PORTE-PLUMES RÉSERVOIR. — Très commode pour voyageurs, etc.

DENTELLES. — Nous soldons une partie de belles dentelles, quelque peu abîmées par le soleil et l'humidité, à des prix défiant toute concurrence.

Venez voir notre stock. Vous êtes sûr de trouver ce qu'il vous faut.

"FLORA". — Ce vapeur nous a apporté quelques paires seulement de fines et solides chaussures anglaises, dont la renommée est mondiale. Au moment où nous soumettons cette annonce à l'Imprimeur, nos prix ne sont pas encore faits, mais nous pouvons dès maintenant assurer la qualité de ces chaussures.

"FLORA". — Nous venons de recevoir une grande rangée de tissus cotons de tout premier choix : Etoffes mercerisées, satinées, etc., etc.

BICYCLETTES "HUMBER". — Nous attendons incessamment un assortiment de ces excellentes machines, dont la qualité est si appréciée à Tahiti.

ENVELOPPES "FISK" POUR AUTOMOBILES,  
30" x 3", à 125 francs.  
30" x 3 1/2", à 175 francs.

CHAMBRES A AIR pour bicyclettes. — Nous liquidons notre stock, en ayant d'autres en route.

## COMPTOIRS FRANÇAIS D'Océanie

Société anonyme au capital de 1.500.000 francs.

SIÈGE SOCIAL : 25, RUE DE CLICHY, PARIS (IX<sup>e</sup>).  
Bureaux et Caisse : 13<sup>bis</sup>, rue des Mathurins, Paris (IX<sup>e</sup>).

### IMPORTATION ET EXPORTATION.

Achat et vente de tous produits du pays :

Nacre — Coprah — Vanille — Perles.

#### Armateurs :

Service régulier entre San Francisco et Tahiti  
par navires à moteur.

#### Assurances :

Agents de la " South British Insurance Cy Ltd. "

#### AGENCES :

New-York — San Francisco — Papeete.  
Raiatea — Tuamotu — Mangareva

## ATELIERS DE RÉPARATIONS DE MOTEURS

### IMPORTATIONS

Nous venons de recevoir de France :

Alcool de menthe de Ricqlès  
Parfumerie L. T. Piver — Parfumerie Roger et Gallet  
Parfumerie Rimmel  
Bénédictine — Champagne Roederer  
Champagne duc de Montebello — Vins mousseux  
Chacé-Varrains  
Cacao Chouva — Anisette Marie Brizard  
Chartreuse — Triple sec Cointreau  
Cognacs Martel et Hennessy  
Huile d'olives Antoine Chiris, fruitée et non fruitée  
Huile d'olives James Plagnol  
Quinquina Dubonnet  
Madère — Porto — Byrrh  
Savon de Marseille  
Moutarde de Dijon — Papier à cigarettes Riz la +  
et Job, etc., etc., etc.

## SERVICE DE SANTÉ

## OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DU MOIS DE FÉVRIER 1919.

Station de Papeete (Hôpital).

Latitude : 17° 31' 39" Sud. — Longitude de Paris : 151° 54' 30" Ouest ; en temps : 10 h. 7' 38".

DATES	TEMPÉRATURE				HUMIDITÉ RELATIVE en 100		PRESSIONS CORRIGÉES A ZÉRO		VENT		ÉTAT DU CIEL, NUAGES		PLUIE en millimè- tres	OBSERVATIONS
	8 HEURES	16 HEURES	MAXIMA	MINIMA	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES		
1	27.1	29.4	32.6	18.0	71	68	751.4	750.5	N-E	N-O	4	4	0.8	
2	27.0	29.0	32.1	21.1	80	75	752.3	751.6	E	S-O	10	8	»	
3	30.2	29.6	34.0	21.0	72	74	754.0	752.3	S-E	N-O	6	9	»	
4	29.2	29.5	33.6	19.8	77	75	755.3	753.4	E	N-O	1	10	»	Rosée.
5	26.1	29.6	32.0	21.6	81	74	754.9	753.2	E	N-E	10	10	»	
6	26.5	23.7	31.9	20.1	84	93	754.5	752.8	E	N	6	10	17.4	Tremblement de terre à 4 h. 1/4 du matin.
7	25.4	26.8	27.0	20.0	97	89	754.7	754.2	N-E	N-E	10	10	101.8	Tonnerre à 1 h. du matin.
8	25.0	26.1	29.7	21.9	92	87	759.2	757.7	N-E	N-E	9	10	27.8	
9	28.3	31.0	33.1	21.9	82	72	759.7	757.5	N-E	N-O	5	5	6.9	
10	28.9	30.5	34.3	22.1	81	81	758.8	757.0	E	N-E	1	8	»	
11	24.6	25.0	31.4	22.0	97	92	759.0	756.9	E	N-E	10	10	17.1	
12	27.0	29.4	31.0	19.0	77	74	759.4	757.7	E	N-E	8	2	28.0	
13	29.8	29.6	32.8	20.8	74	74	760.7	758.2	N	S-O	1	10	»	Rosée.
14	26.4	31.0	33.1	21.9	89	66	760.4	758.0	E	S	10	9	0.7	
15	27.9	31.0	34.4	22.0	80	73	759.3	757.6	S-O	S-O	7	8	»	
16	30.5	32.0	34.2	20.2	71	65	759.7	757.9	N-E	N-O	1	3	»	Tremblement de terre à 2 h. 40 du matin.
17	27.1	31.5	34.2	20.6	84	69	759.3	757.5	N-E	S-O	3	7	»	
18	29.3	31.1	33.9	21.5	82	72	759.5	756.9	N-E	N-E	1	7	»	Rosée
19	29.6	31.6	34.0	21.6	78	70	758.8	757.8	N-E	S-O	1	1	»	Rosés, tremblement de terre à 23 h.
20	30.9	31.6	33.5	18.1	66	64	759.5	756.9	N-E	S-O	1	7	»	Rosée.
21	29.5	30.9	32.3	21.5	74	63	758.0	755.6	E	N-E	2	6	»	
22	26.1	31.3	34.9	20.7	90	70	757.8	755.3	E	O	7	9	3.1	
23	23.2	29.7	33.0	20.2	95	71	758.5	756.5	N-E	S	10	10	3.9	
24	29.0	30.2	34.7	21.5	79	76	758.9	756.6	N-E	S-O	2	8	»	
25	26.0	31.1	32.7	20.5	89	66	758.2	756.2	E	S-O	8	6	»	
26	27.0	28.3	28.9	20.3	84	82	758.0	756.5	N-E	N-E	10	10	34.2	Tonnerre, éclairs à 4 h. du matin. Tonnerre lointain dans la matinée.
27	28.1	30.9	33.9	19.9	83	72	758.2	758.3	N-E	N-E	1	7	gouttes	Tremblement de terre à h. 1/2 du matin.
28	28.2	32.1	35.0	23.0	76	67	758.8	757.2	N-E	S-O	1	3	»	
Moyenne	27.6	30.1	32.8	20.8	82	74	757.7	756.0	Pluie totale.....				241.7	11 jours de pluie.

Vu :

Le Chef du Service de Santé,  
Dr ALLARD.Le Pharmacien Major des Troupes coloniales,  
A. LESPINASSE.

## Tarifs postaux. — Limites de poids et de dimensions des objets de correspondance.

CATÉGORIES D'OBJETS	DESTINATIONS	TARIF D'AFFRANCHISSEMENT AU DÉPART (1)	POIDS	DIMENSIONS
<b>Lettres</b>	Régime intérieur et franco-colonial	Jusqu'à 20 grammes : 0 fr. 15. .... De 20 à 50 grammes : 0 fr. 25. .... De 50 à 100 — : 0 fr. 30. .... au-dessus de 100 grammes 0 fr. 05 par 50 gr. ou fraction de 50 gr. excédant. ....	Poids maximum : 1 kilog.	Dimensions maxima : 0 m. 45. Les envois expédiés sous forme de rouleaux dont le diamètre ne dépasse pas 0 m. 10 peuvent atteindre 0 m. 75 de longueur.
	Nouvelle-Zélande et Iles Cook	0 fr. 10 par 20 grammes ou fraction de ce poids. ....	pas de limitation	Pas de limitation.
	Autres pays	Jusqu'à 20 grammes : 0 fr. 25. Au-dessus de 20 gr. : 0 fr. 15 par 20 gr. ou fraction de ce poids. ....		
<b>Cartes postales simples</b>	Régime intérieur et franco-colonial	0 fr. 15 avec correspondance manuscrite. 0 fr. 10 avec correspondance manuscrite ne comportant pas plus de 5 mots. 0 fr. 05 sans aucune correspondance.		Dimensions maxima : 0 m. 14 × 0 m. 09. Dimensions minima : 0 m. 10 × 0 m. 07.
	Relations internationales	0 fr. 10 avec correspondance manuscrite. 0 fr. 05 sans correspondance.		id.
<b>Cartes postales avec réponse payée</b>	Régime intérieur et franco-colonial	0 fr. 30. ....		id.
	Relations internationales	0 fr. 20. ....		
<b>Papiers d'affaires</b>	Régime intérieur et franco-colonial	Même tarif que les lettres, avec faculté de cacheter. ....	1 kilog.	Mêmes conditions de dimensions que les lettres dans le régime intérieur et franco-colonial.
	Relations internationales (3)	Jusqu'à 250 gr. : 0 fr. 25. Au dessus de 250 gr. : 0 fr. 05 par 50 gr. ou fraction de 50 gr. excédant. ....	2 kilog.	id.
<b>Echantillons</b>	Régime intérieur et franco-colonial	0 fr. 10 jusqu'à 50 gr., ensuite 0 fr. 05 par 50 gr. ou fraction de 50 gr. excédant.	500 gr.	Dimensions maxima : 0 m. 30, à l'exception des étoffes collées sur papier ou carte mince, dont la longueur peut atteindre 0 m. 45, et des envois en paquets ou tubes qui peuvent également atteindre 0 m. 45 à condition que les autres dimensions ne dépassent pas 0 m. 15.
	Provenant ou à destination des militaires	0 fr. 05 par 50 gr. ou fraction de 50 gr. excédant. ....	1 kilog.	
	Relations internationales (3)	Jusqu'à 100 gr. : 0 fr. 10. Au-dessus de 100 gr. : 0 fr. 05 par 50 gr. ou fraction de 50 gr. excédant. ....	350 gr.	Dimensions maxima : 0 m. 30 × 0 m. 20 × 0 m. 10 ou, si les paquets ont la forme de rouleaux, 0 m. 30 de longueur sur 0 m. 15 de diamètre.
<b>Imprimés (2)</b>	Régime intérieur et franco-colonial	0 fr. 05 par 50 gr. ou fraction de 50 gr. excédant. ....	3 kilog.	Comme les lettres du régime intérieur et franco-colonial.
	Relations internationales (3)	Id. ....	2 kilog.	

Taxe de recommandation : 0 fr. 25 pour toutes catégories et toutes destinations. — Avis de réception : 0 fr. 15.

Coupons réponse : Prix de vente : 0 fr. 35. — Coupons réponses reçus de l'extérieur, échangés contre timbres de 0 fr. 25.

(1) **Lettres.** — Taxe facultative au départ. En cas de non affranchissement ou d'insuffisance d'affranchissement au départ, les lettres sont taxées, à l'arrivée, au double tarif, ou au double de l'insuffisance. — **Autres objets.** — Affranchissement, au moins partiel, obligatoire au départ. Taxe à l'arrivée : double de l'insuffisance.

(2) Les cartes de visite qui entrent dans la catégorie des *Imprimés* peuvent, dans le régime intérieur et franco colonial, comporter de 1 à 5 mots de correspondance manuscrite ; dans ce cas la taxe d'affranchissement est de 0 fr. 10.

(3) Les papiers d'affaires, échantillons et imprimés doivent être sous enveloppes, plis ou paquets ouverts faciles à vérifier.